

# Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV<sup>e</sup> Internationale  
N°72 - NOVEMBRE - DECEMBRE 2007 - 2 EUR



# L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

# Malgré la trahison



# Travailleurs et jeunes



# Restent déterminés !



## Sommaire du n° 72

- ✓ Edito. p.2
- ✓ Enseignement. p.4
- Contre le gouvernement... p. 4
- Jeunesse : On ne lachera pas ! p.5
- Enseignants : les raisons de la colère. p.6
- ✓ **Mouvement ouvrier.** p.7
- Retraites : les véritables enjeux. p.7
- L'indépendance syndicale menacée. p. 8
- Quand la présidente du MEDEF joue les ingénues. p. 10
- ✓ Déclaration du GSI pour la grève du 20 novembre. p.11
- ✓ Revue de presse sociale. p.13
- ✓ Grève historique des cheminots allemands. p.14
- ✓ Dernière minute « La voyoucratie ? » p.15
- ✓ Courrier international n°134 Rencontre des travailleurs d'Amérique latine et des Caraïbes p.16
- ✓ Déclaration de la LIT-QI - Révolution russe p.20

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour  
toute correspondance)

Courrier électronique  
(E-Mail) nouvelle adresse :

**contact@gsi-litqi.org**

Site Web (nouvelle adresse) :

**http://www.gsi-litqi.org/**

Clôture rédactionnelle le

30 novembre 2007

Directeur de la publication :

J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

## Edito.

# Malgré la trahison, les travailleurs et la jeunesse restent déterminés !

Ces dernières semaines, la lutte des classes en France a connu un pic d'intensité avec la mobilisation massive et conjointe des cheminots, des étudiants, des travailleurs de la fonction publique et du secteur privé. Tous luttent contre les conséquences de la politique voulue par le MEDEF et appliquée par Nicolas Sarkozy.

Depuis son accession au pouvoir en mai dernier, l'ensemble de la politique du gouvernement a été concentré contre les acquis ouvriers. Affichant une volonté de « réformer » au plus vite, Sarkozy a successivement accéléré la privatisation de l'université, attaqué le droit de grève, remis en cause la sécurité sociale et entrepris de détruire le système de retraite par répartition.

Sur fond de convulsions du capitalisme, secoué par une crise financière d'une ampleur historique, le gouvernement est pressé d'agir sous la pression de la bourgeoisie. Fait significatif du durcissement de la bourgeoisie face à la montée de la lutte de classe, les dirigeants européens ont approuvé à Lisbonne le traité constitutionnel européen qui avait été rejeté par les travailleurs et la jeunesse en 2005. Sarkozy a déclaré vouloir le faire ratifier par voie parlementaire dès décembre 2007. Loin d'être une simple provocation, cette adoption signifie que le gouvernement est prêt à répondre coûte que coûte aux critères de convergence voulus par le traité européen de Maastricht. C'est-à-dire, sous prétexte de réduire le déficit public, privatiser les services publics et accroître l'exploitation des travailleurs en libéralisant le marché du travail.

Les travailleurs et la jeunesse ont répondu à cette offensive par la mobilisation. Malgré le rouleau compresseur « démocratique » constitué par des médias organiquement liés au pouvoir, les grèves et les mobilisations ont été très fortement suivies. Après avoir dû affronter la colère des marins-pêcheurs face à la hausse du prix de gazole organisée par les compagnies pétrolières et les fonds spéculatifs, le gouvernement s'est trouvé

face à la détermination des travailleurs du rail et des étudiants.

Les travailleurs de la SNCF et de la RATP se sont mobilisés pour défendre leur régime de retraite, cible de première importance pour le gouvernement. En effet, l'alignement des régimes spéciaux sur le régime général des fonctionnaires (déjà aligné sur celui du privé par la réforme Fillon de 2003) préfigure la remise à plat de l'ensemble du système de retraite dans le cadre d'une réforme globale des retraites prévues pour 2008. Comme le dit lui-même, Sarkozy, "*Les régimes spéciaux ne sont qu'un apéritif.*"

Les étudiants se battent pour faire barrage à l'achèvement du processus de privatisation des universités. La loi Pécresse vient en effet conclure la destruction de l'enseignement supérieur public prévu par le processus de Bologne, et appliqué en France par le gouvernement Jospin sous le nom de réforme LMD.

Ces deux attaques, contre les régimes spéciaux et contre l'université publique sont des réformes fondamentales pour le patronat. Comme nous le disions dans notre déclaration en date du 17 novembre, **il n'y a rien à négocier.** Il n'y a rien dans ces réformes qui aillent un tant soit peu dans l'intérêt des travailleurs ou des jeunes. Il n'y a donc rien à prendre mais tout à laisser. C'est l'abrogation et le retrait sans condition qu'il faut imposer.

Forts de leur victoire sur le CPE, les travailleurs et les jeunes se sont donc mobilisés dans la détermination pour faire reculer le gouvernement. Les premières assemblées générales étudiantes, la première coordination ont immédiatement imposé l'unité avec les travailleurs en lutte comme élément central de la mobilisation étudiante. Cette unité s'est réalisée le 20 novembre, jour de la première manifestation unitaire d'ampleur depuis le début des mobilisations.

Le gouvernement a pourtant, jusqu'ici, tenu bon. Alors que la cinquième république est un régime en décomposition,

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

que la bourgeoisie viole chaque jour sa propre légalité, le gouvernement a pu tenir face à des mobilisations particulièrement massives. Son premier atout est le contrôle des directions syndicales par des organisations politiques (PS-PC) qui approuvent la « réforme ». Le deuxième, est le silence assourdissant des partis dits d'extrême gauche quant au combat à mener pour faire gagner les revendications.

Le rôle du PS ne fait plus illusion, il a affirmé son soutien à la « réforme » des régimes spéciaux et conduit, en son temps, une des plus grandes attaques contre l'université publique (La réforme LMD). Royal, approuvant la loi Pécresse, a d'ailleurs précisé qu'elle n'avait qu'un désaccord sur la méthode employée par le gouvernement. Le rôle du PC est tout aussi clair, puisqu'il proclame que l'ouverture des négociations est une victoire pour les travailleurs. Sarkozy a d'ailleurs poussé la boutade jusqu'à citer l'ancien secrétaire général du PCF, M. Thorez : « il faut savoir terminer une grève ».

La gauche « radicale » ne brille pas seulement par son absence de condamnation des bureaucraties syndicales et politiques, mais surtout par son manque de « détermination » à mener à bien le seul combat efficace pour surmonter les obstacles bureaucratiques : l'unité d'action pour aider les travailleurs et la jeunesse à la construction d'un état major des luttes, par la centralisation des comités de grèves.

Deux des plus grandes organisations dites d'extrême gauche sont plus motivées par la construction de partis pour gagner les élections que par la construction de véritables partis ouvriers de lutte et pour la prise du pouvoir : LO prépare des accords municipaux avec le PS, et la LCR discute avec le PC sur son nouveau parti anticapitaliste. Les déclarations de Besancenot, lors de son dernier meeting, sont éloquentes. Proclamant que l'absence médiatique de Sarkozy est une victoire des travailleurs, il exhorte le PS à sortir de son mutisme.

### **L'amertume et la rage**

Après la journée « historique » du 8 octobre, et dès le 14 novembre, les assemblées générales de cheminots ont montré une très grande détermination ainsi qu'une volonté de faire échec à la division et aux risques d'affrontement qui pouvaient naître de la trahison des

directions syndicales de la FGAAC, de la CFDT et surtout de la CGT, après la porte de sortie offerte au gouvernement par B. Thibault, le 14 novembre, au plus fort de la mobilisation. La détermination et la jeunesse des travailleurs réunis dans ces AG faisaient écho à la détermination de la jeunesse étudiante en lutte pour l'abrogation de la loi Pécresse, des étudiants qui ont intégré dès leur première mobilisation l'exigence du retrait de la « réforme » des régimes spéciaux de retraite.

En 2006, la mobilisation, qui a obtenu un recul partiel du gouvernement et le retrait du CPE, a montré qu'une alchimie propre à la lutte des classes s'était opérée en rassemblant largement, toutes générations confondues, les travailleurs ainsi que la jeunesse étudiante et lycéenne, donnant à la mobilisation une force irrésistible. A l'approche de ce 20 novembre, voyant à nouveau pointer le « péril » d'une jonction entre travailleurs du privé et du public, entre travailleurs et jeunes, qui pouvait renouer avec le mouvement de 2006, la direction de la CGT est montée en première ligne pour empêcher que cette jonction s'opère. Rejoignant ainsi la direction de la CFDT qui s'est illustrée à maintes reprises dans la pratique de collaboration de classes, la direction de la CGT, symbolisée par B. Thibault, a trahi les intérêts objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Pendant près de dix jours, les travailleurs de la SNCF, de la RATP et, dans une certaine mesure, d'Edf, GdF ou d'autres catégories directement concernées par la « réforme » des régimes spéciaux, sont restés mobilisés. Une nouvelle génération a fait à cette occasion l'expérience de la trahison des appareils bureaucratiques des syndicats et de leur tendance permanente à la conciliation, là où l'intransigeance devrait être de mise.

Cette expérience sera intégrée aux leçons tirées de la bataille contre le CPE et le CNE, et elle déterminera bien des luttes à venir, car de nouvelles mobilisations vont se développer dans les semaines et les mois qui viennent. Aussi, les mobilisations à venir seront encore plus âpres et déterminées car elles s'appuieront sur cette expérience nouvelle venue enrichir la conscience collective de la classe ouvrière et de la jeunesse.

L'amertume due à la trahison des bureaucrates et la rage provoquée par la brutalité des attaques du gouvernement

et sa politique inique toute entière au service des plus riches, des capitalistes, laisse dans les consciences l'idée qu'une bataille a été perdue, mais que la guerre peut encore être gagnée, puisque d'autres batailles s'annoncent.

La troisième « réforme des retraites » en 2008, déjà annoncée par le gouvernement Sarkozy-Fillon, est une des attaques que la contre-révolution veut porter. Des attaques qui visent tous les aspects de la vie sociale, remettant en cause des acquis ouvriers vieux de plus d'un siècle, remettant en cause dans le même mouvement, et au nom de « la démocratie », tous les acquis démocratiques, piétinant la moindre liberté, au nom de la « liberté » des possédants et des exploités.

La réappropriation de la grève par les travailleurs et jeunes mobilisés est une nécessité vitale pour la poursuite de la lutte. Alors même que la mobilisation se développe dans la jeunesse étudiante et lycéenne, les directions syndicales ont une marge de manœuvre de plus en plus réduite. Il faut aujourd'hui réaffirmer que la seule instance représentative du mouvement est le comité de grève, composé des délégués élus et révocables mandatés par des assemblées générales et des représentants des organisations syndicales qui soutiennent les revendications des grévistes. Rien ne peut être imposé à l'encontre des positions prises par les travailleurs mobilisés, nul ne doit décider à leur place. Afin de surmonter l'obstacle bureaucratique, il est nécessaire que les comités de grèves se centralisent pour permettre de conduire la mobilisation jusqu'à la victoire.

**Dans l'unité, réaffirmons  
notre refus de toutes  
négociations et défendons  
jusqu'au bout nos  
revendications :**

**37,5 ans de cotisation  
maximum pour tous !**

**Départ à taux plein à 60 ans  
maximum !**

**Oui à la répartition, non à la  
capitalisation !**

**Abrogation de la loi  
Pécresse de privatisation  
des universités !**

**Abrogation des ECTS/  
LMD !**

# Contre le gouvernement et ses alliés syndicaux, les étudiants poursuivent et amplifient la mobilisation.

Après la réussite des manifestations du 20 novembre, où étudiants et lycéens avaient défilé aux côtés des travailleurs contre les attaques du gouvernement, la mobilisation n'a pas faibli dans les universités. Aujourd'hui, plus de 40 universités sont en grève et les lycéens sont entrés pleinement dans la mobilisation. Malgré la suspension de la grève chez les travailleurs du rail, suspension orchestrée par la direction de la CGT, les étudiants poursuivent avec détermination le combat contre la LRU.

C'est sans doute pourquoi Valérie Pécresse a appelé l'UNEF à son secours. A l'image du rôle des bureaucraties syndicales et politiques pour parvenir à la reprise du travail au sein de la SNCF et de la RATP, l'UNEF est montée en première ligne pour appeler à la levée des blocages. Il est clair que personne, parmi les étudiants acteurs de la mobilisation, n'est dupe de la politique de Julliard et consorts. Il suffit d'avoir en mémoire l'aveu du président de l'UNEF reconnaissant que Sarkozy leur avait demandé de faire passer la réforme en échange d'une promesse d'augmentation des bourses.

Dans les dernières assemblées générales étudiantes, les représentants de l'UNEF-majoritaire (dirigée par le parti socialiste) sont donc intervenus massivement pour vanter les soi-disant avancées concédées par Pécresse. Hausse du budget attribué aux universités, création d'un nouvel échelon de bourse, cadrage national des diplômes. Sur ce dernier sujet, un membre de l'UNEF, dans une intervention lors de l'AG du 30/11 à Paris 1-Tolbiac, reconnaissait que la réforme LMD avait mis à mal le cadre national des diplômes (jusqu'à très récemment, l'UNEF soutenait exactement le contraire). Il informait l'AG que l'UNEF avait obtenu la promesse (sic) d'un soudain sauvetage de la valeur de nos diplômes. Valérie Pécresse réussit à faire faire aux bureaucrates des contorsions étonnantes.

Effectivement, de l'argent est prévu mais pas pour toutes les universités. La loi relative à l'autonomie des universités est une attaque globale qui a pour but d'en finir définitivement avec l'enseignement supérieur public. Cette loi conduit à la mise en place légale des pôles d'excellence et prépare la disparition pure et simple de la plupart des universités. Bruno Julliard peut estimer qu'il a obtenu « des avancées importantes » en palabrant avec Pécresse, le plus important étant que l'application de la loi ne soit pas remise en cause. Sans spéculer, il est clair que l'UNEF tient à sauver ses postes dans les différents conseils et ainsi resserrer les liens déjà étroits qui la lient à l'application des réformes de privatisation.

Le gouvernement a tergiversé sur la réponse à donner à l'ampleur de la mobilisation étudiante. D'abord tenté par la répression féroce, il a donné le feu vert à la multiplication des interventions policières et ce, avec la complicité affirmée de la Conférence des Présidents d'Universités qui soutien activement la loi. Les forces de l'ordre (CRS, BAC, gendarmes mobiles) ont ainsi entrepris de faire sauter les piquets de grève d'universités à la pointe de la mobilisation, aidés en cela par leurs supplétifs des sociétés privées de surveillance, sous contrat avec certaines facs. Voire par certains nazillons de groupuscules d'extrême droite. Force est de constater que cette tactique n'a pas produit le résultat escompté. Plutôt exactement l'inverse. Les étudiants ont fait preuve d'une remarquable résistance à la répression physique. La poursuite de la mobilisation est la meilleure réponse à donner aux brutalités policières.

C'est sans doute pourquoi Valérie Pécresse a cherché un soutien du côté de l'UNEF, avec qui elle avait entretenu des liens étroits lors des premières discussions sur la LRU cet été, lorsque ce n'était encore qu'un projet de loi. Le 29 novembre, après consultation interne, l'UNEF publie un communiqué

appelant à suspendre les blocages tout en précisant que : « Cette suspension implique que les étudiants doivent rester vigilants pour que les avancées obtenues se traduisent dans les faits, et qu'ils sauront à nouveau faire entendre leurs revendications si le gouvernement ne respecte pas ses engagements. »

**Le gouvernement ne promet rien.**

**Il ne fait que respecter des décisions budgétaires déjà prises.**

**Les étudiants ne se feront pas acheter !**

Face à cette situation, où le salut du gouvernement passe par le soutien sans faille des bureaucraties syndicales, le silence des organisations de jeunesse fait mal aux tympans. On voit mal comment la jeunesse de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de Lutte Ouvrière va pouvoir continuer à appuyer la revendication de l'abrogation tout en continuant à militer dans un appareil qui poignarde les étudiants dans le dos. Alors que les personnels et enseignants commencent à se rejoindre de manière significative la mobilisation, il faut poursuivre notre lutte dans la détermination et dans l'unité. Sarkozy et sa clique ont obtenu un sursis avec la suspension de la grève chez les cheminots. Nous avons une responsabilité particulière : continuer la lutte afin d'envoyer un signe fort aux travailleurs. Ce n'est que dans l'unité avec la classe ouvrière que nous pourrons gagner. Il faut réaffirmer notre soutien aux combats des cheminots, des gaziers, des électriciens, des salariés du public et du privé. Nous devons continuer à porter les revendications exprimées par les différents secteurs. Notamment contre toute réforme des régimes spéciaux de retraites.

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

Nous réaffirmons que la lutte contre les directions syndicales à la solde du gouvernement doit être une priorité pour la jeunesse comme pour les travailleurs. La construction et l'extension de la mobilisation sont les seules réponses à donner à ceux qui souhaiteraient voir le mouvement retomber. Nous réaffirmons que les assemblées générales et la coordination nationale sont les seules

instances représentatives de la mobilisation étudiante. Nous appelons l'ensemble des élus étudiants à prendre conscience du rôle qu'ils jouent en continuant à siéger dans les conseils qui appliquent ou vont appliquer la LRU. Nous appelons ces élus étudiants à démissionner et à rejoindre pleinement le camp de la mobilisation. Seule la lutte peut permettre de gagner sur nos revendications. Tous ensemble,

continuons le combat pour l'abrogation de la LRU !

**AUCUNE NEGOCIATION !**

**ABROGATION SANS  
CONDITION DE LA  
LOI PECRESSE**

*Rémy*

## **JEUNESSE : « ON NE LACHERA PAS ! »**

Après une importante mobilisation de la jeunesse étudiante et lycéenne le 20 novembre, on sait désormais qu'il faudra compter avec elle les semaines à venir.

Malgré les tentatives de l'UNEF, syndicat négociateur de la LRU, de contrôler la coordination nationale étudiante

heurtent tant aux administrations universitaires qu'à la violence d'Etat. Mais l'entrée des lycéens dans l'arène ne peut que redonner vigueur et courage à des étudiants prêts à aller jusqu'au bout. Sans compter l'entrée en grève des personnels et enseignants universitaires comme à Paris-3 Censier, ou à Paris-8 St. Denis.

est clair, pour nous, qu'il ne s'agit que d'une contradiction de façade. Cette bureaucratie étudiante a déjà prévu de négocier des redéploiements financiers vers le logement étudiant et les bourses (construction de logements pour des bailleurs privés ? Augmentation des bourses au mérite ?).

Nos meilleures armes contre nos bureaucraties sont la mobilisation permanente des étudiants et des lycéens, l'unité jusqu'au bout avec la classe ouvrière, et notre détermination dans une lutte sans concession pour l'abrogation de la LRU !

**Discussion avec Clémence, étudiante en 2ème année de Sciences du Langage à Nanterre et militante au SEUL.**

*Comment s'est construite la mobilisation sur ta fac ?*

Le 16 octobre une 1ère AG s'est déroulée, lors de laquelle tous les syndicats et des profs nous ont expliqué la LRU. On a décidé de débrayer les cours et de participer à la manif du 18 octobre. Depuis, les AG sont régulières et le comité de mobilisation est toujours croissant. L'AG a voté le blocage il y a 2 semaines et s'est prononcée pour la solidarité avec les travailleurs. Nous participons des coordinations nationale et francilienne.

*Quels obstacles as-tu ressentis face à la mobilisation ?*

Il y a une dépolitisation de la conscience des citoyens, notamment étudiants. On fait donc face à l'ignorance des gens, ou bien à des anti-grévistes qui sont confortés par la présidence de l'université. D'ailleurs nous demandons sa démission dans notre plate-forme de

(Suite page 6)



(comme à Tours les 18 et 19 novembre) pour la faire reculer sur la question inconditionnelle de l'abrogation, les étudiants gardent confiance en leur mouvement.

Il faut dire que l'expérience du mouvement de 2006 est intacte : organisation, unité avec les travailleurs, et... méfiance envers les bureaucraties syndicales.

L'arrêt des grèves contre les régimes de retraite aurait pu saper un peu le moral des AG étudiantes. En effet, les étudiants subissent un violent pilonnage médiatique visant à les discréditer et se

Il va néanmoins falloir se battre et s'organiser face aux directions syndicales étudiantes. Ainsi la Cé, organisation au service de l'administration, partenaire du gouvernement dans toutes ces dernières contre-réformes, a joué un rôle de briseur de grève à Nanterre, par exemple, en intervenant en amphithéâtre contre le mouvement étudiant, devançant même de quelques jours la très droitière UNI !

L'UNEF, jouant sur ses différentes tendances internes se prononce à la fois, et selon les universités, pour l'abrogation ou pour la négociation. Il

(Suite de la page 5)

revendication !

Et puis, comme la fac est sur la ligne de RER, la grève des transports ne nous a pas aidés... mais, bien sûr, nous la soutenons !

**Suite aux négociations du mercredi 21, que penses-tu du comportement des directions syndicales ?**

Moi, je suis syndiquée au SEUL depuis 4 mois.

Traditionnellement en France, les syndicats ne sont pas, comme c'est le cas en Angleterre ou en Allemagne, des organisations qui participent à l'élaboration et l'application des réformes du gouvernement. Nos syndicats défendent

les intérêts des travailleurs.

Mais j'ai constaté que des syndicalistes se plaignent de leur direction qui a souvent une position qui n'est pas celle des bases. Les dirigeants, en haut, sont déconnectés de ce qu'il se passe en bas, et on n'est plus réellement représenté.

Chez les étudiants, l'UNEF pose un problème supplémentaire à la mobilisation, parce que c'est elle qui discute avec le gouvernement, alors qu'elle ne représente pas les étudiants. On se bat pour l'abrogation sans condition de la LRU ; or, à cause de l'UNEF qui nous représente lors des concertations, nous ne gagnerons qu'une négociation.

Par exemple lors du mouvement contre le CPE, nous demandions le retrait de

toute la loi sur l'Égalité des Chances, mais mal relayés par nos directions syndicales, nous n'avons obtenu que le retrait de l'article concernant le CPE.

**Comment vois-tu la suite des événements ?**

On a construit en parallèle des chemins. Maintenant qu'ils reprennent le travail, il va falloir qu'on intensifie notre mouvement. Il faut qu'on obtienne l'abrogation, même si le discours du gouvernement veut nous faire baisser les bras. Peut-être devons-nous radicaliser nos actions, comme bloquer les gares par exemple...

Mais il faut continuer, on ne lâchera pas !

*Greg.*

## **Enseignants : les raisons de la colère.**

L'appel à la grève des enseignants le 20 novembre a été largement suivi, avec près de 60% de grévistes dans le second degré et 65% pour les écoles. Les enseignants se sont saisis de cette « journée d'action » bien tardive au regard des attaques qui pleuvent depuis la rentrée, pour exprimer massivement leur colère dans la rue, aux côtés des fonctionnaires mais aussi des cheminots et des étudiants.

Cette colère sourde ne cesse de s'amplifier dans les écoles, les collèges, les lycées, face aux attaques frontales portées contre l'enseignement public, censé devenir le « marché du XXI<sup>e</sup> siècle » selon la formule programmatique des capitalistes. Saignée dans les postes (28000 suppressions depuis 4 ans, 11000 prévues pour 2008 !) ; dégradation des conditions de travail, érosion du statut ; gel des salaires alors même que les tâches deviennent de plus en plus nombreuses et difficiles : voilà ce que les enseignants subissent d'année

en année. Cette réalité est telle qu'un grand quotidien bourgeois, peu enclin au catastrophisme social, faisait l'hiver dernier son gros titre sur la « paupérisation » des enseignants, qui ont perdu 20% de pouvoir d'achat en 30 ans.

Mais cette colère, dans les lycées, les collèges, les écoles, elle est aussi dirigée contre les directions des appareils syndicaux qui font tout pour que la contestation ne sorte pas des murs des salles des professeurs. L'organisation de la journée du 20 novembre en est un exemple parfait. Repoussée à 3 mois après la rentrée, limitée à 24 heures, la « journée » a surtout été soigneusement écartée, au niveau des bureaucraties, des luttes convergentes des cheminots et des étudiants. Le principe de l'étanchéité des luttes a été théorisé plus ou moins explicitement par tous les dirigeants syndicaux, mais c'est à Didier Le Reste que l'on doit sa formulation la plus claire : « si la connexion des luttes

devait se faire, disait-il en substance, cela ne serait pas de notre fait ni de notre responsabilité ! »... On lui fait confiance !

Or, la convergence a eu lieu le 20 novembre. Pas du fait des directions, mais malgré elles. Les enseignants ont compris que leur combat épouse celui des cheminots qui luttent aussi contre la course à la misère : « travailler plus pour gagner moins », voilà l'avenir que le capitalisme cherche à imposer aux salariés et aux retraités. Ils sont aussi aux côtés des étudiants qui luttent, tout comme eux, contre la destruction du service public d'éducation.

Si le succès du 20 novembre prouve une chose, c'est bien que la colère des enseignants ne saurait se contenir bien longtemps dans le cadre d'une « journée d'action » et qu'elle trouvera vite, d'une manière ou d'une autre, à éclater.

*Fabrice*

***Le GSI sur la toile :***

***<http://www.gsi-litqi.org/>***

## Retraites : les véritables enjeux

La grève pour la défense des régimes spéciaux de retraites se déroule dans un contexte qui voit gouvernement, MEDEF et directions syndicales se comporter comme si les enjeux essentiels faisaient l'objet d'un consensus. Si consensus il y a, c'est entre ceux qu'on vient d'énumérer, contre les travailleurs et la jeunesse ; jeunesse qui sera pour une très grande part la classe ouvrière de demain. Depuis la grève de grande ampleur de 2003, les discussions sur le **mode de financement des retraites** et sur la **durée de cotisation** ont été soigneusement évitées, étouffées, exclues du débat public ; comme si la capitalisation allait de soi, comme si l'allongement de la durée de cotisation à 40, 41 ou 42 ans, etc. allait aussi de soi. Pourtant, **les véritables enjeux sont là.**

### La bourse s'impatiente

On se souvient de « l'aveu » de J. Chirac, alors Président de la République à l'occasion de la garden party de l'Élysée en 1999 (cité dans l'Internationale n°43 de Février-Mars 2002). Parlant de la « réforme des retraites », il déclare : « *Je crois qu'il est urgent d'engager cette réforme. Je ferai simplement deux observations. La première, c'est que, notamment à ce titre, il est essentiel de créer une épargne retraite, qui s'ajoute à la retraite normale, pour ceux qui le désirent, et surtout qui permettrait à la France de reprendre le contrôle de ses entreprises.* (C'est nous qui soulignons, NDLR) *Vous avez vu ce qui s'est passé à Alcatel. En 24 heures, les retraités californiens ont tout d'un coup décidé qu'ils quittaient Alcatel, et Alcatel a perdu 40% de sa valeur.* ».

Les retraités californiens ont bon dos, mais J. Chirac reconnaissait alors que, en matière de retraites, le fond de l'affaire c'est la bataille boursière. Cette bataille qui a besoin des munitions que lui procurent les fonds de pensions par un afflux permanent de capitaux, sans que les futurs retraités aient le choix. Il s'agit bien d'alimenter la spéculation, ce fantasme des capitalistes qui consiste à « faire des profits sans passer par la phase ennuyeuse de la production » (K. Marx).

Le 3 février 2003, le Premier ministre J.-P. Raffarin, reçu sur TF1 pour commenter sa prestation au Conseil économique et social à propos des retraites par répartition, laisse échapper ce lapsus édifiant : « *Notre système c'est la capitalisation ; ce que je veux sauver c'est la capitalisation.* ». Et pour le MEDEF, « *il ne faut pas avoir un régime à prestations définies mais un régime à cotisations définies.* » (Point de presse de L. Parisot le 18 septembre 2007). Bref, on sait ce que l'on paie, mais on ne sait pas ce que l'on va recevoir : cela s'appelle un fond de pension par capitalisation.

**de faire payer un travailleur toute sa vie et ne jamais le voir profiter d'une retraite.** La CFDT appelle cela la « retraite à la carte » : partir tôt et ne rien recevoir pendant longtemps ; ou partir tard et recevoir un peu plus, mais pas pour longtemps ; crever au boulot et toucher le jackpot à titre posthume.

### La retraite s'éloigne

Jusqu'à 1993, 37,5 années de cotisation étaient nécessaires pour obtenir une pension de retraite à taux plein. En vertu des exigences de la bourse, E. Balladur, alors Premier ministre de F. Mitterrand, a imposé aux travailleurs du privé de cotiser un trimestre supplé-



A l'époque de l'impérialisme, le capitalisme mondialisé garde une base nationale. Aussi, comme les bourgeoisies US, britannique, allemande, japonaise, etc., **la bourgeoisie de ce pays est impatiente de jouer au niveau où elle estime devoir jouer et, pour ce faire, il lui faut l'argent de nos retraites, l'argent de notre santé.** C'est là qu'elle estime être « en retard » sur ses concurrentes. Elle exige de pouvoir ratisser jusqu'au plus petit centime d'euro et l'orienter vers la spéculation, vers l'immobilier et la bourse. **Voilà la véritable raison des contre-réformes touchant les retraites et, plus largement, la protection sociale.**

**Pour le capital, l'idéal serait même**

mentaire par an, pour atteindre 40 années en 2004. En 2003, la loi Fillon a imposé l'alignement des fonctionnaires sur 40 années de cotisations dès 2008. Cette même loi « prévoit » que les travailleurs du privé comme les fonctionnaires devraient cotiser **41 ans à l'horizon de 2012 et 42 ans en 2016. Mais, pour les patrons, pour les capitalistes, ce n'est pas suffisant : ils exigent un passage rapide à 45 ans !**

Dans l'immédiat, Sarkozy et Fillon veulent faire entrer les régimes spéciaux dans le moule, au nom de l'« équité ». **On pourrait bien revenir à 37,5 ans pour tous, ce serait « équitable », mais non : pour la**

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

bourse, l'équité c'est l'alignement, le nivellement vers le bas pour tous..., sauf pour les riches.

Ensuite, Sarkozy l'a annoncé le 11 septembre à Rennes, une troisième « réforme » des retraites est prévue en 2008. Prudent, il n'en dit pas plus, tant que les directions syndicales n'ont pas fait avaler aux travailleurs la « réforme » des régimes spéciaux. Au menu : la capitalisation, l'allongement de la durée de cotisation et la baisse des pensions pour tous ! L'argument est connu : sauver les retraites, penser aux petites pensions des agriculteurs, aux reversions...

La pédagogie de la peur présente les contre-réformes comme nécessaires pour éviter La catastrophe, la rupture de l'équilibre des finances des caisses

de retraites par répartition. Qu'importent les chiffres, qu'importent les statistiques, qu'importe la méthode, les « experts » sont unanimes, ou peu s'en faut : la catastrophe est annoncée comme imminente. Et ceux qui rechigneront à plier seront taxés « d'immobilisme », « d'égoïsme », cloués au pilori du JT de 20 heures sur TF1 et F2 comme des nantis et des privilégiés, voire des preneurs d'otages s'ils osent faire grève.

### Une autre voie

**Il y a une autre voie. Celle de la mobilisation unie de tous pour le retour à 37,5 ans de cotisation maximum, pour le départ à 60 ans maximum, avec une retraite à taux plein.** Pour cela, il faut les directions syndicales rompent avec la logique de l'accompagnement des contre-réformes et s'enga-

gent dans une bataille, dans ce pays et à l'échelle internationale, **pour le démantèlement des fonds de pensions par capitalisation, pour des retraites par répartition**, pour rendre aux travailleurs le fruit de leur labeur, pour garantir à tous et partout des conditions de vie décentes.

Avancer dans cette voie nécessite de disposer d'une organisation syndicale indépendante qui rompe avec la CES (Confédération européenne des syndicats) et la CSI (Confédération syndicale internationale). Lesdites confédérations ne sont que des « ONG syndicales », non pas au service des travailleurs mais à la botte de la Commission Européenne et des multinationales.

J.-Louis

## L'indépendance syndicale menacée

Le 14 novembre 2007, en pleine grève pour la défense des régimes spéciaux de retraites, B. Thibault, secrétaire général de la CGT, propose au gouvernement Fillon-Sarkozy une négociation entreprise par entreprise, en présence d'un représentant de l'Etat. Qualifié quelques jours auparavant comme « un cadre global qui demeure mauvais [dont] ne peuvent sortir de bonnes mesures au niveau des entreprises et des branches » (B. Thibault, lettre à X. Bertrand, Ministre du travail, le 9 novembre 2007 - <http://docsite.cgt.fr/1194629823.pdf>), ce jour-là, de global mauvais, le cadre passe, ipso facto, à acceptable.

Insistons. En pleine grève contre la « réforme » des régimes spéciaux, B. Thibault et la direction confédérale de la CGT font un pas déterminant dans la voie de l'intégration des syndicats à l'Etat. Et toute la presse bourgeoise de saluer la proposition de B. Thibault, faisant l'apologie de sa « responsabilité » et de son « réalisme ». Le jeudi 15, les assemblées générales de grévistes auraient pu tomber dans le piège de la division si à la base, des militants nombreux, tous syndicats confondus, n'avaient pas pris leurs responsabilités et désavoué ce qu'il faut appeler une trahison. Le 15 et dans les jours qui ont suivi, les travailleurs en grève ont tenu bon et ont reconduit massivement la grève avec une

détermination accrue (voir notre déclaration dans ce numéro de l'Internationaliste).

### La lettre à X. Bertrand



Pourtant, quand on creuse un peu cette fameuse lettre du 9 novembre, on s'aperçoit que l'ensemble des éléments qui préparent la capitulation est en place. Ainsi, outre la tarte à la crème de la pénibilité du travail, déjà présente dans la loi Fillon de 2003 et qui n'a

débouché sur rien, « Cette réunion devrait permettre d'examiner notamment les questions suivantes : (...) – les primes et rémunérations complémentaires doivent être intégrées dans la base de calcul des pensions ; (...) – les périodes d'étude, d'apprentissage, de formation doivent être incluses dans la durée de cotisations. ».

Ce sont justement ces éléments qui, en 2003, avaient servi de point d'appui à la CFDT et à la CFE-CGC pour approuver le passage des fonctionnaires (et des salariés du privé) à 40 ans, puis 41 et 42 ans de cotisation. Dit autrement, on a, là, **la confirmation que la direction de la CGT avalise bien un allongement de la durée de cotisation**, élément qui constitue, avec le financement futur par la capitalisation<sup>(1)</sup>, l'axe de la remise en cause des retraites.

La vidéo ([http://www.cgt.fr/inter\\_net/videos/retraites/retraites.swf](http://www.cgt.fr/inter_net/videos/retraites/retraites.swf)) d'un débat organisé par l'hebdomadaire de la CGT, la *Nouvelle Vie Ouvrière*, nous le confirme : D. Le Reste, secrétaire général de la fédération des cheminots, y explique que les assemblées générales n'ont jamais demandé le retrait de la réforme ! Et que les 37,5 ans ne sont pas venus dans les assemblées générales car... la durée moyenne de cotisation à la SNCF n'est que « de l'ordre de 33 ans et quelques mois » ! En effet ; et

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

ce n'est pas pour rien que le GSI pose la revendication de 37,5 ans *maximum*...

Aussi, l'utilisation du concept de « démocratie sociale », comme vecteur de l'intégration syndicale, est confirmée dans cette vidéo, où B. Thibault dénonce, suite à l'élection de Sarkozy, la dérive suivante : l'élection du 6 mai équivaldrait à un « blanc seing » pour appliquer la politique développée pendant la campagne de la présidentielle, Thibault opposant à cette dérive, qu'il ne qualifie pas, la nécessité de renforcer la « démocratie sociale » afin d'éviter que les syndicats voient leur rôle réduit à l'accompagnement de la politique du gouvernement et... leur indépendance menacée !

### La « démocratie sociale », vecteur de l'intégration syndicale



Qu'est ce que la démocratie sociale ? Surtout, qu'est-elle dans le cadre du système capitaliste et d'un régime dont le caractère bonapartiste s'aggrave de jour en jour, remettant brutalement en cause tous les acquis ouvriers et démocratiques ? La réponse est simple : **la démocratie sociale c'est l'intégration des syndicats aux institutions de l'Etat pour élaborer, accompagner et appliquer les contre-réformes.**

C'est à cela qu'on assiste au sein du Conseil économique et social (CES), depuis la publication du rapport Charpin sur les retraites en 1999, sous le gouvernement Chirac-Jospin. C'est la raison pour laquelle ce Conseil a pris une place prépondérante avec Raffarin et de Villepin. C'est là, dans la discrétion des salons du Palais d'Iéna, que la destruction du Code du travail a été planifiée, ainsi que toutes les contre-réformes qui attendent dans les tiroirs des ministères.

Dans l'article du *Parisien* le 26 octobre, où L. Parisot s'exprime à propos de la « caisse noire » de l'UIMM (voir page suivante : *Quand la présidente du ME-*

*DEF jour les ingénues*) ayant mis en garde contre « le financement par les fonds publics qui fait courir le risque d'une « fonctionnarisation » des syndicats », la présidente du MEDEF se fend hypocritement d'une remarque sensée : « *L'essentiel du financement d'une organisation professionnelle ou syndicale doit venir des cotisations.* » et d'ajouter aussitôt : « *N'ayons pas peur de nous demander si nous ne devrions pas favoriser une recomposition du paysage syndical. Si les syndicats étaient un peu moins nombreux, ils seraient un peu plus forts. L'éclatement syndical est un handicap pour la mise en place d'un vrai dialogue social. Pour nous, patronat, c'est notre intérêt d'avoir des syndicats forts.* ».

On retrouve là une préoccupation déjà affirmée par Chirac, Juppé et... Sarkozy, à savoir : favoriser l'émergence de syndicats modérés et en capacité de contrôler leurs troupes. Même si le débat de la mise en place d'un financement des syndicats est ouvert à l'UMP, ou bien sur la base du « chèque syndical » inauguré jadis aux assurances AXA, ou bien sur le modèle en cours pour les partis politiques, selon la proposition du député J.-C. Lagarde lors de la précédente législature, un financement en fonction de la représentativité de chaque organisation.

### La représentativité en question

Mais attention : on aurait tort de penser que le gouvernement ne tend cette perche qu'aux « grandes » confédérations actuelles (CGT, CGT-FO, CFTD, CFTC et CFE-CGC). Non, le piège est ouvert aussi aux syndicats en mal de reconnaissance institutionnelle, ceux qui dénoncent souvent avec justesse « les traîtres qui négocient » pour, aussitôt, déplorer de ne pas être invités à la table des négociations. En effet, les Solidaires, FSU, UNSA et autres sont concernés par cette question cruciale<sup>(2)</sup>.

Ce n'est pas un hasard si Thibault et Chérèque, après une déclaration commune de leurs organisations syndicales au CES sur la question de la représentativité, avaient tenu ensemble une conférence de presse à la bourse du travail de Paris, fin 2006... Leur proposition revenait à lever les limitations de l'arrêté de 1966 (qui réserve la représentativité « confédérale » aux cinq organisations citées plus haut), pour permettre l'organisation d'élections plus ouvertes dans toutes les entreprises et

donnant une représentativité calculée à tous les niveaux, de l'établissement jusqu'au « niveau confédéral ». Calcul qui aurait débouché sur la possibilité de signatures d'accords majoritaires.

A ce propos, la réticence du gouvernement Villepin et du MEDEF s'était concentrée sur deux points : la présence reconnue de syndicats dans les petites boîtes, dont le patronat ne veut pas entendre parler, et la volonté de maintenir le statu quo sur les accords minoritaires, ceux-ci restant applicables tant qu'aucun « droit d'opposition » majoritaire n'est formé par des syndicats non signataires.

On le voit bien : il reste de la marge pour discuter, du financement par exemple... La reconnaissance de la représentativité des syndicats par les institutions de l'Etat ne va pas sans contrepartie en terme d'abaissement de l'indépendance syndicale.

**Dans cette optique, la responsabilité de la direction de la CGT est écrasante car, sans elle, aucun gouvernement n'aurait pu avancer aussi loin sur ce terrain. Thibault et consorts ont franchi un pas déterminant dans la démarche d'inféodation du syndicat à l'Etat. Au-delà du conflit en cours, les bureaucrates se sont engagés dans une voie qui est celle de la trahison des intérêts objectifs de la classe ouvrière.**

J.-Louis

1) Pour ce qui est du financement, la CGT, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ont mis en place dès 2002 un « comité intersyndical de l'épargne salariale » (<http://comite.cies.free.fr/>). En octobre 2007, ce comité se targue d'avoir « labellisé » des « fonds socialement responsables » pour plus d'un milliard d'euros d'encours...

2) Le rapport Hadas-Lebel, remis au Premier ministre D. de Villepin, en mai 2006, s'intitule « *Pour un dialogue social efficace et légitime : représentativité et financement des organisations professionnelles et syndicales* ». Il ressort à la lecture de l'annexe II, page 134, que **toutes** les organisations de patrons ou de salariés ont été entendues par l'auteur du rapport...

# Quand la présidente du MEDEF joue les ingénues

« Les bras m'en tombent ». C'est ainsi que L. Parisot, présidente du MEDEF, commentait, dans une interview au quotidien *Le Parisien* du 26 octobre 2007, la découverte d'une « caisse noire » à l'UIMM, une des principales « fédérations » du MEDEF, l'Union des industries et métiers de la métallurgie. Héritière du Comité des forges, l'UIMM est le pilier du patronat industriel de ce pays.

Des retraits liquides pour un montant de plusieurs millions d'euros auraient été effectués par D. Gautier-Sauvagnac, patron de l'UIMM, alors négociateur en chef du MEDEF dans les dossiers de la « modernisation du marché du travail » et de la « pénibilité au travail ». Selon une enquête préliminaire qui s'éternise, le 13 octobre on en arrive à la somme de 16,6 millions d'euros retirés sur deux comptes, plus de deux millions ayant été saisis par la police. Une « cagnotte » anti-grèves représentant en tout autour de 600 millions d'euros et qui aurait été constituée essentiellement après 68...

D'après D. Gautier-Sauvagnac, cette caisse était destinée à « fluidifier les relations sociales ». Ses prédécesseurs confirment, et revendiquent, l'existence d'une caisse pas si noire que cela, puisque rendue possible par la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884, « loi relative à la liberté des associations professionnelles ouvrières et patronales ». A



ce stade-là, le MEDEF pourrait ressembler à la bande des Pieds Nickelés associée à Bécassine... Mais, on s'en doute, tel n'est pas le cas.

En réalité, à cette occasion, la direction du MEDEF fait « d'une pierre deux coups » : d'une part, au sein de l'organisation patronale, elle en profite pour abaisser définitivement le secteur de l'industrie au profit de celui des services ; une évolution conforme à la prédominance du capital financier parasitaire. D'autre part, ces « révélations » tendent à mettre les syndicats de travailleurs en porte-à-faux au moment où le gouvernement et le MEDEF sont à l'offensive contre le Code du travail, les retraits et le statut de la Fonction publique. L'expression sibylline « fluidifier les relations sociales » utilisée par D. Gautier-Sauvagnac est faite

pour cela.

On se rappellera utilement que l'affaire des bungalows de la CCAS (Caisse centrale des activités sociales) d'EdF – GdF était tombée à point nommé, au moment où N. Sarkozy, alors ministre de l'économie et des finances, lançait la privatisation d'EdF et de GdF. On se souviendra également de l'affaire de la vente à bord des navires de la SNCM, tombée au moment où le gouvernement de Villepin voulait faire céder les marins et leurs syndicats.

Qu'il y ait de la fumée ou non, l'important, pour le MEDEF et le gouvernement, c'est que le bon peuple n'y voit que du feu : Sainte-Nitouche et les autres, eux, savent très bien où ils veulent en venir. Ils veulent un syndicalisme d'Etat, intégré, et aux ordres de la bourgeoisie. Un syndicalisme dont les finances seraient certifiées par des commissaires aux comptes, comme celles des multinationales Maxwell, Enron ou Wordcom..., et celles du MEDEF lui-même.

Depuis les révélations du Figaro, le 26 septembre, les débats médiatiques ont souvent débouché sur le financement des syndicats, certains « militants syndicaux » à la retraite devenant soudainement très bavards, de même que certains prédécesseurs de L. Parisot, tel Y. Gattaz ; comme si un signal leur avait été donné...

J.-Louis

## Je m'abonne à *L'Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

À : ..... Date : ..... Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1<sup>ère</sup> catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Signature

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : *L'Internationaliste* - APIDO - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

# Déclaration du GSI – Section française de la LIT-QI



## Unifions nos luttes et construisons la grève générale : Tous dans la rue le 20 novembre !

La grève pour la défense des régimes spéciaux de retraite est porteuse de l'exigence du retour à 37,5 années de cotisations, avec un départ à 60 ans maximum et une pension à taux plein pour tous, secteur public et privé. Dans un contexte de développement de grèves pour les salaires et l'emploi (Air-France, etc.), après l'énorme succès du 18 octobre, les directions syndicales (CGT en tête) ont choisi la division, en appelant à une « journée d'action reconductible », sur la défense des régimes spéciaux le 14 novembre. Le 20, une nouvelle « journée d'action », des fonctionnaires cette fois, est programmée pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Cependant, le 17, les cheminots, les agents de la RATP, les électriciens et gaziers sont toujours massivement en grève, une grève reconduite jour après jour en assemblée générale unitaire, malgré les manœuvres de divisions.

Dans les universités, voyant se profiler les premiers blocages, la direction de l'UNEF, qui le 28 juin estimait que « *le texte sauvait l'essentiel* », a appelé les étudiants à... étudier la loi Pécresse. Aujourd'hui, à travers leurs assemblées massives et leur coordination nationale, les étudiants exigent l'abrogation de la loi de privatisation des universités. Ils manifesteront le 20 avec les fonctionnaires, les cheminots, etc. **La grève et la manifestation du 20 marqueront un tournant : ou bien les appareils syndicaux, à force de division, parviennent à en faire un enterrement de première classe, ou bien la voie est ouverte vers la généralisation de la grève.**

### Les directions syndicales montent en première ligne

Face à l'ampleur du rejet des contre-réformes par la base, les directions syndicales montent en première ligne pour obtenir « l'ouverture de négociations » sur les régimes spéciaux de retraites et sur l'application de la « loi Pécresse. Ainsi, par la voix de son secrétaire général, la direction confédérale de la CGT a-t-elle pris la responsabilité historique, sans précédent, de demander au gouvernement, à Sarkozy directement, l'ouverture de négociations tripartites (Etat, patronat, syndicats), par branche ou par entreprise, sur la question des régimes spéciaux.

Ce faisant, B. Thibault a ouvert une porte de sortie au gouvernement, à la veille de la grève du 14, indiquant par là qu'il acceptait le cadre de la réforme, prenant le risque d'une profonde et durable division. Bien entendu, l'Elysée s'est empressé d'accepter. Le ministre X. Bertrand exige maintenant que la grève cesse avant d'ouvrir ces négociations, affirmant qu'il a reçu des assurances sur ce point ! Illico, le porte-drapeau de la capitulation, F. Chérèque, secrétaire général de la CFDT, déclare sur France3 avoir les éléments pour « *suspendre la grève à la SNCF* », après avoir reçu une « *lettre de méthode* » du ministre du Travail, X. Bertrand.

Mais les travailleurs de la SNCF ne sont pas B. Thibault, ni F. Chérèque, et la grève continue.

De leur part, au moment où les étudiants se prononcent massivement dans leurs assemblées générales pour l'abrogation de la « loi Pécresse », les dirigeants de l'UNEF multiplient les rencontres avec la ministre de l'enseignement supérieur : « *nous attendons que la ministre engage des négociations conséquentes sur les modifications de la loi LRU, loi sur l'autonomie des universités, votée cet été, et sur les questions budgétaires, tant sur la programmation pluriannuelle que sur le budget 2008* » (Libération, le 14 novembre 2007). Toutefois, qu'y a-t-il à négocier ? Dans un cas comme dans l'autre, rien !

### Le PS et le PCF soutiennent la politique du gouvernement

Il est évident, mais nous le savions depuis qu'il a annoncé vouloir être une opposition constructive, que le PS soutient les réformes sur le fond. Déjà, le 19 octobre, F. Hollande, premier secrétaire du PS, avait déploré qu'il « *n'y ait pas eu véritablement de négociation* ». Il avait conseillé : « *Je dis au gouvernement : ouvrez, rouvrez (...) le cadre global qui doit permettre les discussions entreprises par entreprise. Si vous ne le faites pas, vous aurez un certain nombre de mouvements.* » (Le monde, le 19 octobre 2007). Le 14 novembre, le même F. Hollande insiste : « *Il a fallu attendre (...) pour que l'Etat daigne dire qu'il serait présent dans des réunions dans chacune des entreprises. On n'aurait pas pu y penser plus tôt ? Je demande au président de la République, au gouvernement, de ne pas perdre une minute de plus et d'ouvrir la négociation de manière à ce qu'on sorte de ce conflit dignement avec une réforme qui sera consentie* » (c'est nous qui soulignons, NDRL).

Quant au PCF, par un communiqué du 14 novembre, il estime que : « *Grâce à l'attitude responsable des syndicats et la très forte mobilisation des salariés, le gouvernement est contraint à trouver le chemin d'une véritable négociation. C'est une première victoire* (c'est nous qui soulignons, NDLR). *Le gouvernement doit donc prendre toute sa place dans les négociations à venir entre syndicats et directions d'entreprise, afin de répondre aux attentes et aux revendications des salariés en lutte. Face à l'attitude constructive des syndicats, il serait totalement irresponsable que le gouvernement tente une nouvelle fois de mettre en scène une fausse concertation.* ». Négocier entreprise par entreprise, « *une première victoire* » ?

### Il n'y a rien à négocier !

**Négocier sur les régimes spéciaux de retraite, c'est accepter le cadre de régression imposé par le gouverne-**

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

**ment Sarkozy-Fillon.** Cadre de régression en ce sens que, au nom de l'« équité », tous les travailleurs seraient désormais alignés sur la plus mauvaise des situations, avec 40 ans de cotisation pour tous, tout de suite, et la réduction des pensions pour ceux qui prendraient tout de même leur retraite à 60 ans, sans avoir cotisé assez longtemps.

**Négociier, c'est en outre accepter qu'en 2008 le gouvernement mette sur la table un nouveau projet qui s'appliquera à l'ensemble des travailleurs du privé comme du public :** allongement de la durée de cotisation (41, 42 ans, etc.), baisse des pensions et, c'est le centre des attentes capitalistes, basculement d'une part déterminante des retraites sur la capitalisation. C'est la mise en bourse de nos retraites, de façon à assurer aux spéculateurs un flux permanent d'argent frais et dont ils seraient les bénéficiaires réels !

**Négociier sur la loi Pécresse d'« autonomie des universités », c'est accepter le principe de la loi** qui vise à contraindre les universités à fonctionner comme des entreprises, à faire appel massivement aux capitaux privés, à mettre en oeuvre une sélection des étudiants « par le fric », avec l'explosion des frais d'inscription qui endetteront des familles ouvrières à vie. En définitive, cela aboutit à remettre l'enseignement supérieur, « clés en main », aux multinationales. C'est bien une loi de privatisation... de ce qui rapporte, le reste sera liquidé purement et simplement.

**Négociier, c'est accompagner ces mesures, c'est trahir les intérêts objectifs des travailleurs et de la jeunesse.** A ce stade, c'est accepter que les organisations syndicales deviennent des rouages de l'appareil d'Etat, c'est briser l'outil séculaire construit par la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts en toute indépendance, face aux capitalistes.

### **Unifier les luttes en France et en Europe**

La lutte des classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. Les contre-réformes, dictées par les capitalistes, sont impulsées par l'UE (Union Européenne), l'OCDE (Organisation pour le Développement et la Coopération Economique), ainsi que par tous les gouvernements

sur la base d'un catalogue de mesures, présentées comme « inéluctables », dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services publics, de la protection sociale, etc.

Aussi, **l'application d'une même politique à l'échelle de l'Europe pose les conditions objectives d'une riposte unifiée sur l'ensemble du continent.** La grève des cheminots allemands pour les salaires fait écho à celles des navigants commerciaux d'Air France ou des travailleurs italiens contre la précarité et pour la sauvegarde des retraites. De même, la « réforme » de l'enseignement supérieur a déjà provoqué des mobilisations de grande ampleur en Allemagne et en Grèce. Ce combat des travailleurs dans chaque pays, contre des attaques de dimension européenne, doit aussi trouver une débouchée à l'échelle du continent.

### **Unifions nos luttes et construisons la grève générale !**

Nous ne partons pas de rien. Après l'énorme succès du 18 octobre, des centaines de milliers de cheminots, tramainots, gaziers, électriciens, etc., se sont à nouveau mis en grève, le 14 novembre, paralysant le pays et manifestant massivement. Malgré les obstacles dressés par les directions bureaucratiques, la grève s'est poursuivie largement au delà du 14 novembre.

De même, malgré la brutale répression dans les universités, jeudi 15, 36 sites universitaires étaient toujours en grève, dont 29 bloqués, alors que 5 autres étaient fermés par l'administration. La coordination nationale étudiante appelle à manifester avec les fonctionnaires le 20 novembre également.

Le 20 novembre, une jonction pourrait s'opérer entre les cheminots, tramainots, électriciens, gaziers, et les fonctionnaires, les étudiants ouvrant une perspective d'unification des luttes qui pourrait déboucher sur la grève générale. La grève générale porterait un coup d'arrêt aux attaques brutales du gouvernement aidé par les appareils bureaucratiques.

**Paris, le 17 novembre 2007**

*Tous dans la rue le 20 novembre !*

*Pour nos revendications :*

**37,5 ans de cotisation maximum pour tous !**

**Départ à taux plein à 60 ans maximum !**

**Oui à la répartition, non à la capitalisation !**

**Abrogation de la loi Pécresse de privatisation des universités !**

**Abrogation des ECTS/LMD !**

**Le 20 novembre faisons grève et manifestons  
(A Paris : départ place d'Italie 14 heures)**

# Revue de presse sociale

**A**u lendemain de la grève du 18 octobre 2007, les directions confédérales des syndicats, la CGT en tête, justifiaient l'appel à la reprise du travail par le fait que les conditions pour la grève interprofessionnelle, seule manière de faire aboutir les revendications, n'étaient pas réunies ; il fallait donc attendre le mois de novembre pour qu'elles le soient. Pour construire cette unité, les directions confédérales appellent les travailleurs des régimes spéciaux à se mettre en grève à partir du 14 novembre, et l'ensemble de la fonction publique pour se battre pour le pouvoir d'achat... le 20 novembre, mais elles ne lancent aucun appel aux travailleurs du privé. En agissant de cette manière, ces directions aidaient le gouvernement à opposer entre elles les différentes catégories de travailleurs. Aussi, le 20 novembre, les dirigeants confédéraux affirmaient qu'il ne fallait pas mélanger les revendications. Alain Olive de l'UNSA a même déclaré que la lutte pour la défense des régimes spéciaux « cannibalisait » les revendications des fonctionnaires.

Mais, au regard des différentes mobilisations des mois d'octobre et novembre, est-il vrai que les conditions ne seraient pas réunies pour construire la grève générale ?

**Dans la fonction publique**, la grève du 20 novembre a été massivement suivie par les différentes catégories de fonctionnaires: 65% dans l'enseignement primaire, 58% dans l'enseignement secondaire, 49% au ministère de l'Économie, 75% à météo-France, 55% aux impôts...**Les fonctionnaires de police** se sont mobilisés pour les salaires et le maintien des effectifs. **Dans les hôpitaux**, les syndicats des médecins, infirmiers, orthophonistes dénoncent leurs conditions de travail « inacceptables ».

**Dans les postes et télécommunications**, en particulier à la Poste et à France Telecom, il y a eu de nombreux débrayages à l'occasion du 20 novembre.

**Dans les transports aériens**, il y a eu une grève très suivie chez Air France de la part des personnels navigants commerciaux (PNC), pour réclamer une augmentation des salaires et des améliorations des conditions de travail.

La grève s'est étendue du 25 au 29 octobre 2007 et a été suivie par près de 60 à 80 % de cette catégorie de personnel. Si les négociations avec la direction de l'entreprise ne sont pas satisfaisantes pour les salariés, les syndicats parlent d'appeler à reprendre la grève. La CGT a également lancé un préavis pour le 20 novembre chez Air France et chez les contrôleurs aériens. Du 24 au 27 novembre certains pilotes de lignes sont aussi en grève.

**Dans la grande distribution** et dans le **commerce**, FO a lancé un préavis de grève pour le 20 novembre pour l'augmentation des salaires. Le 22 novembre, plusieurs magasins Conforama se sont mis en grève. Près de 200 personnes ont manifesté devant le siège de l'entreprise en demandant notamment une augmentation de 120 euros nets par mois. Il y a également eu une grève des travailleurs de la plate-forme de distribution Interbrew située à Armentières, sur les mêmes revendications.

**Dans l'industrie automobile**, l'entreprise Sevelnord, entreprise sous-traitante de PSA qui emploie 4000 ouvriers à Hordain dans le nord, a été en grève pendant une semaine du 7 au 14 novembre pour demander une augmentation des salaires. Dans le cortège parisien des manifestations du 20 novembre il y avait également des travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay.

**Dans la construction et le BTP**, les travailleurs étaient appelés à cesser le travail notamment autour de la revendication de la retraite à 55 ans et de l'augmentation des salaires.

**Dans l'industrie agro-alimentaire**, au moins 150 entreprises ont suivi la grève du 20 novembre, notamment dans le Nord-Pas de Calais. Dans ce secteur, la CGT demande une augmentation mensuelle de 300 euros et la retraite à 55 ans. Par ailleurs, il y a eu des débrayages sur les sites Yoplait du Mans, de Monéteau et de Vienne.

**Dans la chimie**, les travailleurs des entreprises Dalkia, Cofathec, Suez, Elyo, Idex, Novergie, Sita Proxiserve, Socram ont également répondu à l'appel de la CGT. Dans ce secteur, le syndicat réclame un régime spécial de retraite anticipée. La CGT Verre-céramique s'est aussi mobilisée mardi autour des mêmes revendications.

**Dans l'énergie**, outre la grève chez EDF et GDF, il y a eu un mouvement sur plus de dix sites d'Alvea, une filiale de Total. Ce mouvement s'est déroulé sur dix sites du sud-ouest, du 29 octobre au 7 novembre. Les travailleurs étaient en grève pour des meilleures rémunérations et conditions de travail. Si les négociations avec la direction n'aboutissent pas, les syndicats de l'entreprise menacent de reprendre la grève.

**Dans la presse**, les salariés du journal *l'Equipe* se sont mis en grève les 14 et 23 novembre pour exiger l'embauche des pigistes. La *République du centre* a également fait grève contre la suppression des jours de repos. Par ailleurs, le syndicat CGT du livre a appelé les salariés des NMPP (qui s'occupe de la distribution de la presse) à faire grève le 20 novembre pour s'opposer à un plan de la direction qui prévoit 350 licenciements sur 1200 salariés et menace 50 centres de distribution sur 185 d'ici 2010.

**Dans le secteur des Banques**, près de 30% des salariés du LCL (ancien Crédit Lyonnais, filiale du crédit agricole) ont fait grève le 22 novembre. La grève a été particulièrement suivie dans le sud du pays. Les syndicats FO et CGT demandent une augmentation de 150 euros par mois et s'opposent à un plan de restructuration qui risque d'entraîner la suppression de plus de 3500 postes sur 23000 d'ici à 2010. Toujours dans les banques, les syndicats de la Société Générale menacent d'appeler à la grève pour l'augmentation des salaires.

**Dans les transports urbains**, les travailleurs des transports de l'agglomération de Rouen se sont mis en grève le 26 novembre, pour l'augmentation de leur salaire.

**A l'ANPE**, les travailleurs sont appelés à faire grève le 27 novembre pour manifester contre le projet de fusion asse-dic-unedic et contre la remise en cause des statuts d'agent.

*Mathieu*

# Grève historique des cheminots allemands

Depuis l'été 2007, les chemins de fer allemands ont été secoués par plusieurs grèves des conducteurs de trains. Au mois d'août, le tribunal de Nuremberg avait interdit la grève, mais au mois de septembre, les conducteurs de trains des lignes régionales et urbaines ont massivement débrayé. Finalement, une décision du tribunal de Halle a autorisé la grève sur l'ensemble du réseau, lignes régionales, urbaines, grandes lignes et fret. Entre le 14 et le 17 novembre, les chemins de fer allemands ont connu leur plus importante grève depuis la seconde guerre mondiale. A l'occasion de ce mouvement, la moitié des trains des grandes lignes n'ont pas circulé. Dans certaines régions, notamment en ex-RDA, il n'y avait que 10% des trains qui roulaient. Dans le fret, la grève a obligé plusieurs usines à limiter leur production. L'activité du port de Hambourg a également été fortement touchée : dans cette région le fret a été réduit de 70%.

## Les raisons de la grève

En 1994, les compagnies de chemins de fers d'ex-RFA et d'ex-RDA ont fusionné, donnant naissance à une société anonyme, la Deutsche Bahn (DB), dont l'état est le seul actionnaire. Cette fusion a entraîné la fermeture de plusieurs milliers de kilomètres de lignes, surtout à l'est, et les travailleurs ne sont désormais plus embauchés sur les bases des statuts de la fonction publique. Cela a alors créé une situation de double statut à l'intérieur de l'entreprise, et a jeté les bases de la privatisation et de l'ouverture du rail à la concurrence. Par ailleurs, au moyen de la sous-traitance et de « l'externalisation » de certaines activités, les effectifs ont été réduits de près de moitié entre 1994 et aujourd'hui, pour s'élever actuellement à environ 185000.

Ce changement de statut de la DB s'inscrit dans la logique de mise en concurrence et de destruction des services publics voulues par l'Union Européenne. En 2007, le transport du fret a été libéralisé à l'échelle de l'UE et en 2010 ce sera au tour du transport des voyageurs. Les attaques dirigées contre les travailleurs de la DB se placent donc dans la même logique que celles qui touchent les agents de la SNCF. La logique de privatisation est très aboutie en Allemagne puisque le gouvernement

projette l'introduction prochaine de la DB en bourse.

C'est dans ce contexte qu'une partie des conducteurs de trains de la DB embauchés après 1994, ceux qui ne sont pas fonctionnaires, se sont mis en grève. En raison du changement de statut de 1994, les conducteurs allemands se situent parmi les plus mal payés d'Europe de l'ouest. A l'appel du syndicat GDL (Gewerkschaft Deutscher Lokomotivführer), ils revendiquent la création d'une convention collective propre, une augmentation de 31%, le passage de 41 à 40 heures hebdomadaires, l'augmentation du nombre de week-end de repos. Ils s'opposent aussi à la privatisation de la DB et à ses conséquences, notamment la fermeture de nouvelles lignes.

## La nature de GDL

La grève est dirigée par le syndicat GDL. Ce syndicat ne fait pas partie de la DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund), principale centrale syndicale allemande qui regroupe près de 8 millions de travailleurs. Depuis 2002, la GDL s'est démarquée des syndicats affiliés à la DGB, et en ce sens jouit d'une certaine indépendance. Cette année-là, la GDL a refusé un accord signé par *transnet* (syndicat qui regroupe les personnels non fonctionnaires de la DB) et la DGBA (syndicat qui regroupe les fonctionnaires), sur l'augmentation des services non payés. Depuis cette date, la GDL s'est ouverte aux autres catégories de personnels roulants et avance des revendications plus conséquentes que les syndicats de la DGB. Depuis le début du conflit actuel, *transnet* estime qu'environ un millier de ses membres sont passés à la GDL.

Cependant, la GDL est affiliée à échelle européenne à l'ALE (Autonome Lokomotivführer-Gewerkschaften Europas - Syndicats autonomes des conducteurs de train d'Europe). Cette organisation regroupe des syndicats dans 16 pays, parmi lesquels la *Federazione Autonoma dei Sindacati dei Trasporti* en Italie, le *Syndicat Autonome des Conducteurs de Train* en Belgique, le *Sindicato Español de Maquinistas y Ayudantes Ferroviarios* en Espagne et le *Sindicato Nacional dos Maquinistas dos Caminhos de Ferro Portugueses* au Portugal.

Dans son texte de présentation<sup>(1)</sup>, cette organisation affirme qu'elle « se voit, tout comme les autres syndicats, dans l'obligation de participer à un déroulement socialement acceptable pour les travailleurs des restructurations et des privatisations dans le secteur des chemins de fer » : l'ALE accepte donc les privatisations imposées par l'Union Européenne. De plus, l'ALE affirme qu'elle « se veut un interlocuteur compétent et un partenaire de travail sûr pour le patronat européen, ainsi que pour les décideurs au niveau européen dans des domaines tels que la profession, l'emploi et la politique sociale » : l'ALE se présente ainsi comme partenaire social « responsable », apte à dialoguer avec le patronat, c'est à dire à accepter ses conditions.

En outre, un des fondateurs de l'ALE, Manfred Schell, cumule le poste de président de la GDL et de l'ALE. Manfred Schell est par ailleurs membre de la CDU, parti traditionnel de la bourgeoisie allemande, actuellement au pouvoir avec le SPD. Lorsqu'il était député de ce parti, Manfred Schell s'était certes opposé à la privatisation de la DB, mais pas à celles de la poste allemande et de Deutsch Telekom! La GDL présente donc une contradiction entre ses revendications en matière de salaire, de conditions de travail et de ses modes d'actions d'une part (si les négociations avec la direction n'aboutissent pas, le syndicat menace de lancer une grève illimitée), et entre le caractère uniquement catégoriel de ses revendications et le fait qu'elle accepte le cadre des destructions des services publics fixé par l'Union Européenne, d'autre part.

## La signification politique de la grève des cheminots

Pour comprendre ces contradictions, il faut prendre en compte l'évolution de la situation politique de l'Allemagne au cours de ces dernières années. Les deux gouvernements Schröder, SPD-verts entre 1998 et 2005, et la grande coalition SPD-CDU qui gouverne actuellement ont laissé un grand espace politique à gauche des partis institutionnels. En effet, alors que le SPD a mené et mène une politique ouvertement anti-ouvrière, en appliquant à la lettre toutes les directives de Bruxelles, l'opposition

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

politique et syndicale commence à se réorganiser. Ce processus s'est amplifié au cours du deuxième mandat de Schröder. Cette situation a eu pour conséquence l'émergence de *Die Linke*, sur le plan politique, et l'affaiblissement de la DGB, qui a connu plusieurs ruptures sur le plan syndical. Ces deux éléments sont liés, et c'est dans ce contexte que *Die Linke* joue un rôle dans la ligne revendicative défendue par la GDL.

En ce qui concerne la grève de la DB, seule *Die Linke*<sup>(2)</sup> a manifesté son soutien aux conducteurs de train. Tant le SPD que la DGB sont fermement opposés au mouvement des agents de conduite, puisque ces organisations sont les agents de la privatisation de la DB. Mais les dernières propositions faites par la direction à la GDL, même si elles ne satisfont pas les revendications des travailleurs en lutte, ont encore fait monter la pression sur la DGB. La direction propose une augmentation de 10 à 15% pour les agents

de conduite, alors que *transnet* a signé au mois d'août un accord avec une revalorisation salariale de seulement 4,5 % pour les personnels roulants. Cette situation entraîne un mécontentement de plus en plus vif des travailleurs de la DB vis-à-vis de la DGB. Toutefois, pour le moment, la GDL semble limiter ses revendications aux seuls agents de conduite.

### Les perspectives politiques

Les positions contradictoires de la GDL correspondent aux caractéristiques mêmes de cette organisation. Si les revendications défendues en termes de salaire, de temps de travail, etc., sont justes, en revanche la création d'une convention collective semble discutable. En effet, ne serait-il pas plus progressiste de se battre pour que les conducteurs de train ainsi que l'ensemble des employés de la DB soient intégrés à la fonction publique ? Ne serait-ce pas là une manière de lutter réellement contre la privatisation de l'entreprise ? De plus, alors que les cheminots français et allemands étaient en grève,

de même que ceux de Hongrie ou des Pays-Bas qui ont failli l'être, les conditions n'étaient-elles pas réunies pour unifier les luttes à échelle européenne ?

Ces différentes questions soulignent aux moins deux nécessités : premièrement, les travailleurs ont besoin d'outils de lutte politiques et syndicaux, indépendants du patronat et des bureaucraties syndicales, pour défendre leurs droits et faire aboutir leurs revendications; deuxièmement, ces outils doivent être coordonnés au moins à échelle européenne, étant donné que les attaques dirigées contre les travailleurs et les services publics correspondent à l'application des directives européennes.

Mathieu

1) <http://www.ale.li.amadeus.sui-inter.net/uploads/media/protrait-f.pdf>

2) Ce Parti est le résultat de la fusion du PDS (ex-parti unique d'Allemagne de l'est), du WASG qui regroupe principalement des syndicalistes, et de déçus du SPD regroupés autour de la personne de Oskar Lafontaine. Ce nouveau parti défend un projet

## La « voyoucratie ? »

### Dernière minute suite à l'interview de Sarkozy, le 29 novembre

Nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur l'interview télévisée de N. Sarkozy le 29 novembre, qui avait été précédée d'un grand battage médiatique. Quelques commentaires s'imposent cependant. L'interview était annoncée sur le thème du pouvoir d'achat. Il ne sera pas nécessaire d'épiloguer sur ce sujet : « travailler plus pour gagner plus », avec les heures supplémentaires défiscalisées, etc. Le reste est à l'avenant. Par ailleurs, à propos de la contre-réforme des retraites, Sarkozy a tenu à rendre hommage à « tous les partenaires sociaux ». Mais l'essentiel est ailleurs.

Un accident entre une moto et un véhicule de police ayant fait deux morts, le jeune conducteur de la moto et son jeune passager, s'est produit dimanche 25 novembre à Villiers-le-Bel. Immédiatement, cet accident a provoqué des émeutes violentes dans plusieurs communes du département de la banlieue parisienne.

Saisissant l'occasion, Sarkozy nous explique sa vision de la société : « *Quand on veut expliquer l'inexplicable, on s'apprête à excuser l'excusable* ». La phrase est destinée à dénigrer, à déconsidérer, ceux qui « expliquent » que l'économie de trafics prospère sur le terreau du chômage de masse et que pour faire reculer l'économie parallèle, il faut commencer par redonner un emploi digne avec un salaire et un logement décent à tous. Sarkozy insiste : ceux qui pensent cela seraient, en quelque sorte, des suppôts de la « voyoucratie ».

Que l'on sache, les chômeurs ne se sont pas « autoliquidés ». Ils font souvent la queue à l'ANPE, depuis des années, alors que les patrons les rejettent parce que trop vieux ou pas assez, trop gros ou pas assez, trop basanés ou pas assez, pas assez expérimentés ou trop chers, etc. Les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce sont des caricatures de cette situation.

Mais, pour Sarkozy, les chômeurs sont responsables de leur situation. Le flicage est en marche avec la fusion ANPE-UNEDIC. S'ils ne se bougent pas ce sera la trique. Son programme, c'est la guerre aux pauvres.

Quant aux « assistés », il vaut mieux être un spéculateur de haut vol qui fait payer ses pertes par la banque centrale européenne ; quant aux « voyous », il faut savoir que les activités des entreprises de ce pays liées à la corruption se montent à plusieurs dizaines de milliards d'euros chaque année. A ce niveau, la frontière entre légal et illégal n'existe plus, c'est tout simplement le système capitaliste dont le moteur est la recherche du profit le plus haut, le plus rapidement, par tous les moyens..., y compris les trafics.

Au fait, le Président de la République a bien annoncé vouloir... dépénaliser le droit des affaires. « *Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* », aurait dit le fabuliste.

J.-Louis



## Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes convoquée par la COB, CONLUTAS, Batay Ouvriye et la TCC

La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), la Coordination Nationale de Luttes (Conlutas du Brésil), Batay Ouvriye de Haïti et la Tendence Classiste et Combative (TCC) de l'Uruguay viennent de lancer la convocation pour la réalisation d'une Rencontre de travailleurs latino-américaine et des Caraïbes, les 7 et 8 juillet 2008, à Betim (Minas Gerais, Brésil), avec le mot d'ordre *Beaucoup de Voix. Une seule Lutte.*

La LIT-QI salue cette convocation et y adhère parce qu'elle considère que cette Rencontre peut arriver à constituer un fait historique pour les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, un pas très important vers la construction d'une organisation syndicale continentale, qui promeut et renforce leur capacité et leur disposition pour la lutte, déjà démontrée depuis longtemps.

Deux organisations syndicales internationales sont déjà actives dans la région. Une d'elles est la Confédération Syndicale Internationale (CSI), récemment issue de la fusion de la Confédération Internationale d'Organisations Syndicales Libres (CIOSL) et de la Confédération Mondiale du Travail (CMT), respectivement d'idéologie sociale-démocrate et sociale-chrétienne. Elles regroupent les syndicats « amis » de l'impérialisme yankee et européen et de la plupart des gouvernements bourgeois du continent. Ce sont des syndicats défenseurs des privatisations et des plans d'ajustement. La CSI est la confédération la plus forte en termes d'appareil et maniement de fonds.

La seconde organisation est la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), staliniste, qui a commencé à se réorganiser à partir de Cuba, après la crise vécue avec la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers. Malgré sa phra-

séologie de « gauche », c'est aussi un appareil bureaucratique « ami » d'autres gouvernements bourgeois comme celui de Chavez, au Venezuela, ou de Correa, en Equateur.

Aucune des deux organisations ne constitue un levier sur lequel les travailleurs peuvent s'appuyer pour combattre. Au contraire, elles sont un frein et un obstacle pour cette lutte, comme elles l'ont montré dans les processus révolutionnaires des dernières années où leur principale préoccupation a été « d'éteindre les incendies » et de sauver les meubles pour l'impérialisme et les gouvernements bourgeois. Voilà précisément une des grandes contradictions du processus du continent : il y a des luttes très aiguës qui ne trouvent pas leur expression dans le surgissement d'organisations syndicales fortes et combatives.

Toutefois, en dehors de ces organisations bureaucratiques et pro-bourgeoises, ou agissant en leur sein, de nombreux syndicats ou oppositions syndicales ont vu le jour, qui veulent combattre l'impérialisme, les patrons et les attaques de leurs gouvernements respectifs et qui ont besoin de les combattre.

De ce point de vue, l'appel à la Rencontre est un reflet du processus de montée révolutionnaire que vit la région depuis plusieurs années, et qui s'est manifestée dans plusieurs pays et de différentes manières. C'est cette montée révolutionnaire qui entre en contradiction avec ces bureaucraties syndicales (qu'elles soient pro-impérialistes, « indépendantes » ou « de gauche ») et qui donne lieu au surgissement de nouveaux dirigeants et de nouvelles organisations syndicales. C'est aussi cette montée révolutionnaire qui met à l'ordre du jour, comme tâche présente, d'avancer dans une coordination des luttes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### Ce que signifie la convocation

Dans ce cadre, la convocation de la Rencontre a une signification profonde, sous plusieurs aspects. Voyons les plus importants :

- a) Elle met en avant un **programme de lutte commune** pour tous les pays latino-américains et des Caraïbes, qui inclut des points essentiels de la lutte anti-impérialiste, des revendications ouvrières et populaires et de la lutte contre les politiques des gouvernements du continent.
- b) Elle peut permettre **d'avancer dans la coordination des luttes qui ont lieu aujourd'hui**, isolées et séparées dans chaque pays, bien qu'elles aient des axes et des ennemis communs, comme nous avons vu. Si les conditions et les accords le permettent, ceci pourra se manifester dans une certaine forme de **coordination permanente**, à partir de la Rencontre elle-même. En tout cas, ce sera un premier pas en ce sens qui permettra, à la fois, l'incorporation d'autres organisations, en plus de celles qui convoquent actuellement à la Rencontre.
- c) Elle peut avoir une **incidence concrète dans les processus de chaque pays**. Comme nous l'avons indiqué, il y a des processus très riches de réorganisation syndicale et de surgissement de nouvelles directions dans plusieurs pays (Argentine, Paraguay, Pérou, Equateur, Costa Rica, etc.). Toutefois, la majorité d'entre eux ont lieu de manière dispersée, sans une expression organisationnelle qui les unifie au niveau national. La convocation de la Rencontre et le développement des activités préparatoires

(Suite page 17)

(Suite de la page 16)

peuvent agir comme un catalyseur et comme un axe unificateur de ces processus au niveau national. La réalisation de rencontres nationales préalables, pour examiner la convocation, élaborer des apports, choisir représentants, etc., peut être très importante en ce sens.

Pour la LIT-QI, la convocation de la Rencontre reprend, dans les faits, la tradition interrompue de l'internationalisme ouvrier, à partir d'un programme très concret de lutte commune. D'autre part, elle le fait avec la compréhension que cet internationalisme ouvrier ne peut pas naître d'une « unité d'appareils », étrangère aux travailleurs, mais uniquement comme

une construction des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi, nous le réitérons, la LIT-QI y adhère et appelle ses militants à le promouvoir avec toutes leurs forces.

## *Texte de la Convocation*

# **Beaucoup de Voix. Une seule Lutte.**

*le 7 et 8 juillet 2008 – Betim (Minas Gerais, Brésil)*

**C**amarades,

Nous vivons des jours dramatiques dans notre région. Dans tous les pays, les travailleurs font face à une offensive dure de l'impérialisme : le pillage et l'exploitation mises en oeuvre par les transnationales et les grandes entreprises ; les modèles économiques néo-libéraux appliqués par les gouvernements ; la présence de bases militaires des Etats-Unis et les occupations militaires étrangères comme en Haïti ; etc.

Cette situation a mené les travailleurs de la ville et de la campagne, ainsi que d'autres secteurs exploités de la société, à combattre avec une détermination de plus en plus grande contre l'exploitation à laquelle ils sont soumis.

La résistance héroïque des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'autres régions de la planète, comme l'Iraq, a mené à des crises et des difficultés pour la mise en oeuvre des projets impérialistes.

Toutefois ces crises ne signifient pas la diminution des attaques ou de l'exploitation. Au contraire, nous sommes soumis à une offensive incessante de l'impérialisme des Etats-Unis et de l'Europe pour intensifier encore plus le pillage des richesses et des ressources naturelles de nos pays et l'exploitation des travailleurs, en disposant pour cela de la complicité de nos gouvernements.

Pour y arriver, ils criminalisent et répriment violemment nos luttes. Le résultat est de plus en plus de faim et

de pauvreté, accompagnées de davantage de violence et de désespoir pour trouver un emploi digne dans nos pays, qui acquièrent de plus en plus la physionomie de colonies des transnationales.

Cette réalité exige une intensification de nos luttes de résistance afin d'avancer jusqu'à passer à l'offensive et mettre en échec l'impérialisme et ses laquais installés dans les fauteuils des gouvernements du moment. C'est pourquoi, nous avons besoin de l'union des travailleurs et des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans un vaste processus de mobilisation et de luttes pour mettre en échec nos ennemis historiques.

Dans ce cadre, il y a un autre obstacle que nous devons surmonter : le fait que beaucoup d'organisations traditionnelles des travailleurs de la région ont abandonné la perspective de la lutte de classes et ont assimilé le modèle néo-libéral, en collaborant avec les ennemis et en abandonnant les travailleurs et les peuples à leur propre sort.

A nous donc, de faire des pas concrets dans le sens d'unir la classe ouvrière et tous ceux qui veulent combattre, dans une perspective claire d'indépendance de classe, contre l'impérialisme, la bourgeoisie de chaque pays, et leurs gouvernements marionnettes.

Nous avons besoin d'unir et de coordonner nos luttes et nos efforts, de transformer la lutte de chaque secteur des travailleurs, de chacun des pays de la région, en un combat général

unique et fort de tous les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, pour expulser l'impérialisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour abolir définitivement l'exploitation et l'oppression du capitalisme et pour construire une société égalitaire, socialiste. Il faut donc avancer pour construire une coordination institutionnelle, syndicale et populaire, des luttes des travailleurs dans toute la région, en unissant les forces des organisations syndicales, des mouvements sociaux et populaires, de la ville et de la campagne.

C'est avec ce défi que la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), CONLUTAS (Coordination National de Luttes du Brésil), BO (Batay Ouvriye de Haïti) et TCC (Tendance Clasiste et Combative d'Uruguay) convoquent conjointement à une Rencontre Internationale de l'Amérique latine et les Caraïbes, de caractère syndical et populaire, pour établir une plate-forme commune d'action et pour définir un plan de luttes communes, ce qui doit permettre d'avancer dans la constitution d'une Coordination de Luttes Latino-américaine et des Caraïbes.

Nous invitons toutes les organisations syndicales, sociales et populaires, de tous les pays frères, qui sont d'accord avec les lignes générales de cette convocation et veulent se joindre à cette grande mobilisation de lutte des travailleurs au niveau international, de participer à cette rencontre.

(Suite page 18)

(Suite de la page 17)

La rencontre aura lieu à Betim (Minas Gerais - Brésil), les 7 et 8 juillet 2008. Il va de soi que nous comptons sur la participation de nos frères de lutte de toute l'Amérique latine et les Caraïbes:

- Pour la nationalisation sans indemnisation, et avec contrôle des travailleurs, des ressources naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes (hydrocarbures, métaux précieux, fer, eau, bio-diversité, et d'autres)
- Contre les réformes néo-libérales
- Contre les privatisations des ser-

vices publics, de l'éducation, des soins de santé, de la sécurité sociale, des entreprises étatiques, etc.

- Non au paiement des dettes externes et internes
- Contre les TLC (Traités de Libre Echange) en Amérique latine et aux Caraïbes
- Pour un emploi et un salaire digne pour tous
- Contre la criminalisation des mouvements sociaux. Non à la répression des luttes et des organisations des travailleurs.

- Les troupes étrangères hors de Haïti
- L'impérialisme hors de l'Amérique latine et les Caraïbes. Pour une véritable indépendance des peuples de notre région.
- A bas toutes les formes d'exploitation et d'oppression du capitalisme contre les travailleurs
- Vive l'internationalisme prolétaire !

Cette convocation reste ouverte pour être signée aussi par des organisations qui veulent se joindre à cet effort.

## « Un premier pas, important, d'unité »

Zé Maria de Conlutas

Conlutas considère l'initiative des quatre organisations qui appellent à la Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes comme extrêmement importante.

L'offensive des puissances impérialistes contre nos pays, pour les transformer de nouveau en colonies de leurs entreprises transnationales, donne une plus grande actualité encore à la nécessité de l'internationalisme, de l'uni-

té entre les travailleurs de tous les pays du continent pour faire face à notre ennemi commun.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, ce sont les mêmes réformes néo-libérales qui sont appliquées dans tous les pays : les privatisations et les dénationalisations, les Traités de libre échange, le mécanisme des dettes externe et interne et leurs intérêts, la militarisation et les bases militaires

impérialistes, etc.

La Rencontre de Travailleurs latino-américaine et des Caraïbes sera un premier geste, très important, dans le sens de nous unir, nous les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, dans une seule lutte contre l'impérialisme dans toutes ses manifestations dans notre région.

## « La Rencontre est une nécessité indispensable et urgente »

Batay Ouvriye

Pour des travailleurs de différents pays, le fait de se rencontrer, de pouvoir discuter de la situation de chaque espace propre et de l'ensemble global, de réfléchir sur la façon de se solidariser mutuellement et d'arriver à mener des luttes communes pour pouvoir décider ensemble une stratégie commune et planifier alors les tactiques correspondantes, tout cela est déjà d'une importance incalculable.

Quand on pense à l'offensive mondiale des entreprises transnationales impérialistes, soutenues par les gouvernements locaux à leur service ; quand on connaît l'objectif qu'ont ces classes dominantes et leurs fonctionnaires marionnettes, coordonnés, pen-

sant et planifiant ensemble pour non seulement nous enlever ce que nous avons déjà acquis en termes de salaire, de conditions de travail ou de pension, nous voler nos ressources naturelles et nos terres, mais aussi pour continuer à élever cette offensive à des niveaux impossibles à prévoir ; quand on éprouve concrètement la violence brutale avec laquelle ils mènent à bien leur exploit... l'importance de cette rencontre tend alors à se transformer en une nécessité indispensable, d'urgence de plus en plus grande.

Notre appui mutuel comme travailleurs, la compréhension collective de cette attaque globale qui s'oriente non

seulement contre chacun de nous individuellement mais aussi contre nous tous, dans notre globalité comme force de travail dominée, exige aujourd'hui, plus que jamais, une coordination, une mise en commun théorique et pratique, pour nous débarrasser de ce joug fatal qui projette de nous anéantir définitivement comme êtres humains.

La rencontre n'aboutira certainement pas immédiatement aux ultimes planifications. Elle ne prétend pas non plus inverser du jour au lendemain cette situation de domination et d'exploitation qui nous opprime. Il y aura peut-

(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

être des contradictions et des difficultés, conséquences de la domination elle-même que nous subissons, qu'il faudra résoudre progressivement et avec toute la patience et la force qui nous caractérise comme travailleurs. Mais elle aura certainement en son sein profond le germe de notre future victoire.

La classe ouvrière qui fait face directement au capital, même avec toute sa capacité, n'aura pas la force suffisante pour mener toute seule cette lutte extraordinaire qui s'annonce. Il faut la mobilisation de tous les autres travailleurs, les artisans et les petits paysans, eux aussi dominés et exploités, les

petits vendeurs, les chômeurs, les travailleurs des services publics, de la santé, de l'éducation, les jeunes organisés, les femmes, les gens des quartiers, des zones paysannes, bref, il faut la mobilisation de tout le peuple. Non seulement parce qu'en réalité nous sommes tous unis face à cette déclaration de guerre ouverte et finale avec laquelle nous menacent les dominants, mais aussi parce que nous souffrons tous sans distinction de la domination et de la répression violente en vigueur. L'exploitation, le pillage et d'autres vols du capitalisme nous concernent tous de l'une ou l'autre façon.

Unité de la classe ouvrière, fraternité

intime de toutes les classes de travailleurs, unité des peuples de toute la région de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, avec une même histoire globale, avec un seul avenir...

Mais il y a plus. Cette rencontre ouvre la grande possibilité de structurer notre camp, de proposer les travailleurs comme colonne centrale de notre force mobilisatrice, sous la direction de la classe ouvrière, antagonisme historique du capital. Que fleurissent les plaines et chantent les forêts ! Les courageux toucheront le but. La victoire finale nous appartient.

## Une vieille proposition de Trotsky

Pour la LIT-QI, cet appel à la Rencontre de travailleurs latino-américaine et des Caraïbes a une signification spéciale. Avec lui commence à devenir réalité, de fait, une vieille proposition que Leon Trotsky lui-même a formulée, en 1938, depuis son exil au Mexique.

En octobre de cette année, il a maintenu plusieurs entrevues avec le dirigeant ouvrier argentin Mateo Fosa, qui avait voyagé au Mexique pour participer à un congrès de représentants syndicaux de plusieurs pays du continent, en représentation de 24 syndicats de son pays.

Ce congrès a fondé une Confédération de Travailleurs Latino-américains, mais Mateo Fosa<sup>1)</sup> n'a pas été autorisé à y participer, malgré la représentativité qu'il apportait. Le congrès a eu un fonctionnement totalement bureaucratique, imposé par le stalinisme qui accusait le dirigeant argentin de « trotskyste ».

Le 11 octobre 1938, Trotsky a publié un article sur ces faits, sous la forme d'une déclaration. Il y critique durement le caractère du congrès : « Ce congrès, préparé en tournant le dos aux masses, a été utilisé unilatéralement avec des buts qui n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat latino-américain mais qui, au contraire, sont fondamentalement hostiles à ces intérêts. La "confédération" créée dans ce congrès ne représente pas l'unifica-

*tion du prolétariat organisé de notre continent mais une fraction politique étroitement liée à l'oligarchie de Moscou. »* Par la suite, il analyse le caractère bureaucratique du congrès et le lien de la plupart des participants avec leurs différents gouvernements bourgeois, ainsi que le fait que le congrès n'appelaient pas à combattre les « impérialismes démocratiques », comme celui des Etats-Unis, avec l'excuse de « maintenir l'unité contre le fascisme ».

C'est pourquoi, la déclaration formule la conclusion suivante: « *Nous sommes des partisans ardents et décidés de l'unification du prolétariat latino-américain et de que celui-ci noue des liens les plus forts possibles avec le prolétariat des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Mais, comme il apparaît de ce que nous disons, il s'agit d'une tâche encore à réaliser.* »

Finalement, Trotsky appelle à promouvoir « *l'unité du prolétariat latino-américain* » sur la base d'une série de points. Le premier était « *l'indépendance totale du mouvement syndical par rapport à son propre gouvernement bourgeois et tout impérialisme étranger* », et en dernière instance il proposait « *la préparation honnête d'un congrès syndical latino-américain avec la participation active des masses travailleuses, c'est-à-dire avec une discussion sérieuse et sans restrictions sur les tâches du prolétariat latino-américain et ses méthodes de lutte* ».

La situation actuelle présente beaucoup de différences avec l'époque où Trotsky a fait cet appel. Nous ne sommes pas à la veille d'une nouvelle guerre mondiale et l'appareil staliniste international est tombé, même si beaucoup de phénomènes nationaux et régionaux survivent encore. Mais l'essentiel de son appel garde toute son actualité : **la nécessité de l'unité latino-américaine des organisations syndicales et des masses, avec une indépendance totale des gouvernements bourgeois et en dehors des contraintes des bureaucraties syndicales traîtres, afin de coordonner et d'organiser la lutte au niveau continental.**

1) Ces entrevues ont été enregistrées sous diverses formes et ont été publiées dans les *Ecrits latino-américains* de Trotsky.

# **La lutte pour la révolution socialiste internationale est toujours à l'ordre du jour**

*(Déclaration de la LIT-QI)*

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, il y a 90 ans, a eu lieu la Révolution Russe, un des faits politiques les plus importants du 20<sup>ème</sup> siècle. Le calendrier julien, en vigueur alors en Russie, a fait que cet événement soit enregistré comme la Révolution d'Octobre ou, simplement, Octobre.

En 1917, pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs d'un pays ont détruit un Etat bourgeois, ont pris le pouvoir et sont parvenus à s'y maintenir pour entamer la construction d'un type d'Etat inconnu jusqu'alors, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et pour ouvrir le chemin vers le socialisme.

Les conquêtes obtenues par les travailleurs en URSS ont été impressionnantes : ils ont éliminé les fléaux chroniques du capitalisme, comme le chômage et la pauvreté extrême, et ils ont atteint des niveaux très hauts d'éducation et de santé publiques. Les premières années ont connu aussi de grandes avancées dans la condition de la femme et un développement extraordinaire de l'art, libéré du mercantilisme bourgeois.

Comme un témoignage de ces avancées, un groupe de pédagogues occidentaux a réalisé dans les années 60 une étude comparative du niveau éducatif des étudiants américains et soviétiques. Les jeunes de l'URSS ont obtenu des résultats qualitativement supérieurs en langue, histoire et géographie, et leur niveau était comparable en mathématique.

Il n'existe pas de précédents d'avancées aussi importantes dans tous ces domaines, même dans les périodes du plus grand développement capitaliste. Il s'agit de faits historiques impossibles de dissimuler, à des moments où le capitalisme nous montre ses pires effets destructifs.

L'impact de la Révolution d'Octobre dans l'histoire moderne a été tellement grand qu'aujourd'hui, à l'occasion de

son 90<sup>ème</sup> anniversaire, bien que l'URSS a été détruite par la bureaucratie staliniste qui a restauré le capitalisme, la presse bourgeoise et impérialiste elle-même est obligée de consacrer un grand espace à cet événement.

La LIT-QI veut rendre hommage à cette tâche gigantesque qu'ont entreprise les travailleurs russes. Nous ne le faisons pas comme quelqu'un qui visite un musée et se trouve sous le coup de l'émotion face à une représentation du passé, mais parce que nous considérons que **les leçons de la Révolution d'Octobre sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité**. En particulier, **la lutte pour le pouvoir ouvrier afin d'entamer la construction du socialisme, à travers un grand processus de transformations politiques, économiques et sociales, est possible**.

## **Les leçons d'Octobre**

En dépit des changements qui, évidemment, ont eu lieu dans le monde, les principaux enseignements de cette expérience continuent à être totalement valables, et essentielles pour l'étude et la discussion de toute l'avant-garde en lutte dans le monde.

- a) Le *capitalisme impérialiste* n'offre à l'humanité qu'une croissance de plus en plus grande de la pauvreté, la misère, la faim, les guerres et la destruction de la nature. Rappelons qu'en 1917 se déroulait le massacre terrible qu'a signifié la Première Guerre mondiale. Depuis lors, cette réalité n'a fait que s'aggraver, malgré toutes les avancées de la technique.
- b) Le seul chemin pour modifier cet état de choses est une *révolution ouvrière et socialiste* qui change radicalement le système capitaliste impérialiste. Il n'y a aucune possibilité de le « réformer » ou de l'« humaniser ».
- c) Pour entamer ce processus de

révolution ouvrière et socialiste il est nécessaire de *prendre le pouvoir* dans chaque pays et de *détruire l'Etat bourgeois*, à commencer par son armée, le pilier central de cet Etat et de ce pouvoir.

- d) Après la prise du pouvoir, *il est nécessaire d'exproprier la bourgeoisie, en transférant au nouvel Etat ouvrier le contrôle des principaux instruments de l'économie, d'établir le monopole étatique du commerce extérieur et d'appliquer un plan économique central au service des nécessités des travailleurs et du peuple*. Voilà la base qui a permis les avancées économiques et sociales immenses de l'URSS
- e) Il est nécessaire de construire un Etat de type nouveau, totalement différent du vieil Etat bourgeois, tant dans sa base sociale que dans son fonctionnement. Ce nouvel Etat ouvrier doit être fondé sur des institutions des travailleurs et du peuple qui permettent de répondre démocratiquement aux grands problèmes qui se présentent et de garantir, à la fois, l'exécution des mesures adoptées. Les soviets russes étaient des « conseils » constitués de représentants (ou « députés ») choisis directement par les travailleurs d'une usine et les paysans pauvres d'une région. Ces représentants devaient rendre compte de leur activité devant leur base. S'ils ne mettaient pas en pratique le mandat décidé, ils pouvaient être remplacés par ces mêmes bases.
- f) La *démocratie ouvrière*, et les *institutions* qui en sont l'expression, sont des piliers indispensables dans la construction d'un processus véritablement socialiste. Le socialisme peut advenir

*(Suite page 21)*

(Suite de la page 20)

uniquement suite à la mobilisation et l'organisation autonomes de la classe ouvrière. Toute tentative pour que ce processus soit dirigé de façon bureaucratique par des « secrétaires généraux brillants » ou par « des commandants infailibles » est vouée à la dégénérescence et à l'échec.

- g) En URSS, il n'y a que les conditions terribles de la guerre civile (1918-1921), propulsée par la bourgeoisie et soutenue par l'intervention de 14 armées étrangères, qui ont amené la direction de Lénine et Trotsky à restreindre cette démocratie ouvrière. Ils considéraient que c'était une situation d'exception qui devait rapidement être corrigée dès que les conditions le permettaient. Ensuite, la bureaucratie stalinienne transformera cette exception en règle et transformera les soviets et les organismes du parti en une caricature horrible de ce qu'ils avaient été.
- h) Pour diriger de façon consciente les différentes étapes du processus, la construction d'un parti révolutionnaire centralisé démocratiquement, selon le modèle proposé par Lénine depuis 1903, est nécessaire. Cette combinaison contradictoire (le centralisme et la démocratie interne) est la seule qui permet de façonner l'outil que les différentes tâches de la révolution exigent. Il doit être centralisé et être discipliné dans l'action parce qu'il a besoin d'agir avec une unité très solide pour faire face aux défis les plus difficiles de la lutte de classes (la prise du pouvoir, l'expropriation de la bourgeoisie, les guerres civiles, etc.). En même temps, il doit avoir la plus large démocratie interne pour élaborer les meilleures analyses de la réalité et les meilleures réponses à ces défis difficiles. En ce sens, les débats dans les congrès et les organismes du parti bolchevique étaient d'une richesse et d'une intensité extraordinaires : aucune des grandes décisions n'était prise à l'unanimité. Sur ce point aussi, le stalinisme a transformé par la suite ce parti dans une caricature sinistre.
- i) Lénine et Trotsky, tout comme Marx, considéraient que le système socialiste devait partir, au

moins, d'un niveau de développement économique comparable à celui du capitalisme le plus développé. Puisque la Russie était un pays capitaliste arriéré, ils ont soutenu que l'URSS n'entamerait pas directement la construction du socialisme mais une période de transition dont la durée dépendrait de la révolution socialiste internationale.

- j) La révolution socialiste commence avec la prise du pouvoir dans un pays mais ne peut triompher qu'en s'étendant aux autres pays du monde, particulièrement aux principales puissances impérialistes. Tout triomphe national sera provisoire aussi longtemps que l'impérialisme au niveau mondial n'est pas mis en échec. Lénine et Trotsky ont toujours considéré que l'URSS ne pourrait survivre que si la révolution s'étendait à l'Europe occidentale, spécialement à l'Allemagne, le pays le plus développé du continent, à cause du retard économique hérité. Pour eux, Octobre devait être le détonateur de la révolution européenne et mondiale. C'est à cet objectif qu'ils ont consacré leurs plus grands efforts. Même au milieu de la guerre civile, en 1919, ils ont fondé la III<sup>ème</sup> Internationale (l'Internationale Communiste) pour construire une direction révolutionnaire mondiale à influence de masse.
- k) Contre cette conception internationaliste, le stalinisme a élaboré, à partir de 1923, la théorie de la possibilité de *construire le socialisme dans un seul pays*, pour justifier la défense des intérêts et des privilèges de la caste bureaucratique dirigeante. Cette théorie est devenue par la suite la justification idéologique des pires trahisons du stalinisme contre la révolution mondiale.

### La bureaucratiation de l'URSS

En même temps que nous valorisons et revendiquons ces enseignements, il est nécessaire d'expliquer aux nouvelles comme aux vieilles générations de combattants révolutionnaires, pourquoi s'est produite la bureaucratiation stalinienne et, par la suite, la restauration capitaliste qui a mené à la disparition de l'URSS.

Le retard économique de la Russie rendait déjà irréalisable la proposition de la construction du socialisme dans un seul pays. En plus, cette réalité était aggravée par la détérioration endurée par la Russie pendant la Première Guerre mondiale et par les conséquences destructives de la guerre civile dans laquelle, en outre, un million de jeunes ouvriers, la meilleure avant-garde de la révolution, avaient trouvé la mort.

Dans ces conditions, il n'y a que l'extension de la révolution qui pouvait la sauver. Mais la première vague révolutionnaire européenne a été mise en échec. La république des soviets de la Hongrie a survécu à peine quelques mois. La révolution allemande de 1918-1919 n'a pas pu prendre le pouvoir, malgré l'héroïsme des « spartakistes », et leurs dirigeants, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ont été assassinés. La vague de grèves et d'occupations d'usines en Italie (1921) a aussi été mise en échec et, en 1924, le processus a abouti au triomphe du fasciste Mussolini. L'absence de partis révolutionnaires solides et éprouvés se faisait payer.

*L'URSS avait survécu, mais elle était épuisée. En même temps, la révolution européenne était mise en échec et laissait l'URSS complètement isolée. Cette combinaison difficile est l'explication principale de la bureaucratiation du jeune Etat soviétique et du parti bolchevique.*

En même temps qu'une grande partie des meilleurs ouvriers révolutionnaires avait trouvé la mort dans la guerre civile, une couche de plus en plus grande de fonctionnaires arrivistes et opportunistes a commencé à apparaître, dont beaucoup étaient des anciens tsaristes recyclés, ainsi qu'un secteur de commerçants intermédiaires qui tiraient profit des problèmes économiques. Staline s'est appuyé sur ces couches sociales, comme leur représentant. Depuis cette position, il a accentué à l'extrême le processus de bureaucratiation. Il a lancé alors la proposition du « socialisme dans un seul pays » comme une façon d'assurer les privilèges que ces secteurs obtenaient. Un autre secteur du parti, dirigé par Trotsky, a commencé son combat contre la bureaucratiation du parti et de l'Etat et pour la défense du programme bolchevique.

La bureaucratiation, et le stalinisme

(Suite page 22)

(Suite de la page 21)

qui en est l'expression politique, sont nés, dans une grande mesure, de la défaite de la révolution en Europe. Ensuite, les politiques du stalinisme face à de nouveaux processus révolutionnaires ont été à l'origine d'autres défaites dures : la nouvelle révolution allemande de 1923, le processus chinois de 1925-1927, la grève générale anglaise de 1925 et, finalement, sa politique désastreuse face au surgissement du nazisme. Chacune de ces défaites fortifiait et consolidait la caste dirigeante en URSS.

Ils se trompent, ceux qui affirment que la bureaucratisation et le stalinisme sont « des descendants légitimes » de Lénine et du parti bolchevique, et qu'ils étaient déjà latents dans leurs conceptions. Le stalinisme est le résultat de processus économiques, politiques et sociaux profonds, défavorables pour les travailleurs. D'autre part, pour dominer totalement le parti bolchevique et l'appareil de l'Etat, le stalinisme a dû mettre en oeuvre un processus contre-révolutionnaire sanglant avec l'assassinat ou l'emprisonnement de milliers de dirigeants, de cadres et de militants. Les tristement célèbres « procès de Moscou », entre 1936 et 1939, ont été le comble. Des dirigeants historiques du parti, comme Kamenev, Zinoviev et Bjaribn y ont été fusillés. Par la suite, Trotsky a été assassiné en 1940. Le stalinisme, loin de naître du sein du parti bolchevique, en a été, au contraire, le destructeur.

Un autre des pires crimes stalinistes a été de dire à des millions de travailleurs du monde entier que « *l'URSS avait déjà atteint le socialisme* ». C'était complètement faux, non seulement du fait du niveau de développement économique de l'URSS, important mais très en arrière par rapport aux principales puissances impérialistes, mais fondamentalement à cause de l'existence d'un Etat bureaucratique et répressif qui empêchait tout type de démocratie pour les travailleurs et le peuple.

Cette identification du parti bolchevique avec le stalinisme s'est aggravée postérieurement, avec les interventions répressives de l'armée soviétique dans les pays de l'Europe de l'Est, comme l'invasion en Tchécoslovaquie, en 1968. De cette manière, l'image du « socialisme réel » devenait une perspective très peu attrayante pour des millions de travailleurs et de combattants du monde

entier, facilitant ainsi le travail idéologique contre le socialisme, de la part de l'impérialisme et les bourgeoisies nationales.

## La restauration capitaliste

Malgré les déformations bureaucratiques profondes, l'économie étatique planifiée a démontré tout son potentiel et l'URSS s'est transformée en une grande puissance économique mondiale. L'expérience se répète par la suite dans d'autres pays, comme la Chine et Cuba, qui sont parties d'un degré très bas de développement et sont aussi parvenues à surmonter la faim et la pauvreté extrême.

Mais ces sauts socio-économiques ont eu lieu à l'intérieur des frontières nationales de pays arriérés, alors que l'impérialisme a continué à dominer l'économie mondiale dans son ensemble. C'est pourquoi, *la bureaucratisation de ces Etats représentait le germe de leur propre destruction*.

C'est ce que Trotsky avait déjà prévu. Dans *La Révolution Trahie* (1936), après avoir constaté et revendiqué les avancées économiques de l'URSS, il observe que son avenir présentait un « pronostic alternatif » : soit, il y avait une nouvelle révolution politique qui, en maintenant les bases socio-économiques de l'Etat ouvrier, réinstallerait la classe ouvrière au pouvoir et promouvrait la révolution mondiale, soit la bureaucratie terminerait, tôt ou tard, de conduire à la restauration capitaliste.

De façon regrettable, cette prévision s'est vérifiée des décennies plus tard. C'est la bureaucratie elle-même, dirigée par Gorbatchov, en URSS, par Deng Xiao Ping, en Chine, et par Fidel Castro, à Cuba, qui a restauré le capitalisme dans ces pays respectifs.

Pour la LIT-QI, la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers n'a pas signifié l'échec du projet de la révolution socialiste internationale, formulé par Marx, mais l'échec de sa falsification : la théorie staliniste du socialisme dans un seul pays.

## Triomphe du capitalisme ?

Les bourgeois et leurs apologistes soutiennent que la chute de l'URSS a signifié l'échec final de l'« utopie socialiste » et le triomphe du capitalisme, lequel aurait démontré être un système socio-économique supérieur.

Toutefois, un regard objectif sur le monde que nous offre ce « capitalisme

trionphant » nous permettra de constater rapidement comment augmentent la pauvreté et la misère, même dans les Etats-Unis, le pays le plus riche de la planète, avec ses séquelles de faim, de malnutrition infantile et de dégradation de la vie humaine ; comment l'impérialisme fait appel de plus en plus aux invasions coloniales et aux guerres génocides pour assurer sa domination, comme c'est le cas en Afghanistan, en Haïti ou en Iraq ; comment, en même temps, sa voracité de profits menace la nature elle-même et la vie sur la planète.

En Russie, et dans la majorité des anciens Etats ouvriers, la restauration capitaliste et la destruction des conquêtes issues d'Octobre en matière de santé, d'alimentation, de logement, ont donné lieu à une catastrophe sociale gigantesque. Cela se manifeste par une chute de 6 ou 7 ans de l'espérance de vie moyenne de la population russe depuis la disparition de l'URSS.

Si cette perspective est le meilleur que peut offrir le « capitalisme triomphant », si c'est cela le point maximal de développement social que l'humanité peut atteindre, si nous ne sommes pas capables de dépasser l'actuel état de choses, alors, le futur de l'espèce humaine sera complètement tragique et sombre. Le triomphe définitif du capitalisme signifierait, en réalité, une défaite tragique. Aujourd'hui, plus que jamais, l'alternative formulée par Rosa Luxemburg est d'actualité : « Socialisme ou Barbarie ».

## Une expérience dépassée ?

La chute de l'URSS et l'échec du « socialisme réel » ont aussi mené beaucoup de combattants qui partagent notre critique du capitalisme, à la conclusion que l'expérience d'Octobre, bien qu'elle doive être considérée comme héroïque, n'est pas utile comme référence pour les processus actuels de lutte.

Certains affirment que les conditions dans lesquelles la Révolution Russe a eu lieu n'existent déjà plus, parce que les changements survenus dans le monde durant ces 90 années ont rendu ses enseignements obsolètes. D'autres affirment que cette expérience a échoué parce qu'elle se basait sur des conceptions fausses de la société et de l'Etat, telles que l'objectif erroné d'imposer la dictature du prolétariat, pro-

(Suite page 23)

(Suite de la page 22)

posée par Marx, ou la nécessité d'un parti centralisé pour diriger le processus, formulée par Lénine. Ces conceptions et objectifs erronés auraient contenu dès le début la semence de la bureaucratisation de l'Etat et du parti, et de l'échec inévitable du processus révolutionnaire.

De ce bilan, ces courants ont tiré la conclusion qu'il est nécessaire de proposer des « voies nouvelles » pour dépasser le capitalisme. Par exemple, il ne faut pas prendre le pouvoir de l'Etat, parce qu'il corrompt, mais construire un « *contre-pouvoir populaire* » qui, à un certain moment, dépassera le pouvoir de l'Etat. Ou que les institutions de la démocratie bourgeoise sont ce qu'il y a de meilleur pour représenter les travailleurs et le peuple. Il s'agit, alors, « *d'en disputer le contenu de classe* » en vue de « *radicaliser la démocratie* ».

Durant les années qui ont suivi la chute de l'URSS, ces propositions ont eu la possibilité de tester leur validité dans des processus et des luttes révolutionnaires, spécialement en Amérique latine. Aucune d'entre elles n'a été capable d'aider l'avancée de ces processus. Leurs expériences de « transformation sociale » sont restées, dans le meilleur des cas, à une distance gigantesque de ce qui été obtenues suite à la Révolution Russe.

D'autre part, beaucoup de promoteurs de la « radicalisation de la démocratie » sont devenus présidents, ministres, parlementaires, etc., et sont aujourd'hui des défenseurs actifs du système capitaliste et de l'Etat bourgeois. Quant aux promoteurs de la construction du « contre-pouvoir », beaucoup d'entre eux ont dû faire appel aux subventions de l'Etat et de fondations de pays impérialistes ou d'entreprises capitalistes, pour soutenir leurs organisations. Ils ont finalement aussi soutenu, par une voie différente, le système et l'Etat bourgeois, comme une espèce d'ONG.

### **Le « Socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle » de Hugo Chávez**

Nous voulons mentionner aussi Hugo Chavez et sa proposition de « Nouveau Socialisme du 21<sup>ème</sup> Siècle ». Nous affirmons que c'est une illusion dangereuse, d'espérer que ce soient l'armée bourgeoise et un secteur de la bourgeoisie (la « bourgeoisie bolivarienne ») qui

dirigent une transformation révolutionnaire socialiste au Venezuela.

Nous avons déjà indiqué que le socialisme ne peut pas se construire autrement que comme un processus basé sur la mobilisation et l'organisation autonome des travailleurs et du peuple, pour construire un nouveau système politico-économico-social au service de leurs besoins. Ce processus, pour se développer, doit combattre non seulement contre l'impérialisme mais aussi contre les bourgeoisies nationales elles-mêmes, associées à l'impérialisme ou subordonnées à lui. L'histoire nous a déjà montré plusieurs exemples de ce faux « socialisme bourgeois », comme le péronisme argentin ou le nassérisme égyptien, que se sont limitées à faire quelques rares réformes mais qui n'ont pas transformé les bases économiques capitalistes de leurs pays ni la racine de classe de l'Etat. D'ailleurs ils ne se proposaient pas et ne pouvaient pas le réaliser.

En même temps, le maintien des conditions de vie désastreuses des travailleurs vénézuéliens, malgré les revenus importants pour les exportations pétrolières, d'une part, et la répression des véritables luttes des travailleurs (comme cela a été le cas avec Sanitarios Maracay, les pétroliers et les fonctionnaires), d'autre part, vont faire tomber peu à peu le masque de ce soi-disant « Socialisme du 21<sup>ème</sup> Siècle ».

### **L'expérience de la III<sup>ème</sup> Internationale**

Après Octobre, la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire internationale à influence de masse, la III<sup>ème</sup> Internationale, a été une des principales tâches assumées par la direction de Lénine et Trotsky.

Des millions de travailleurs et de combattants du monde entier, pleins d'enthousiasme pour le triomphe de la Révolution Russe et les perspectives qu'elle ouvrait, ont répondu à l'appel. Beaucoup parmi eux abandonnaient les partis social-démocrates putréfiés. D'autres étaient des jeunes qui avaient entamé récemment leur lutte.

Ainsi sont nés des partis communistes dans beaucoup de pays du monde. Il fallait instruire et former cette immense avant-garde révolutionnaire pour qu'elle puisse intervenir et apporter des réponses aux processus nationaux. D'une part, les documents et les

résolutions approuvés dans les quatre premiers congrès de l'Internationale (1919-1922) ont été considérés comme une « *véritable école de stratégie révolutionnaire* ». D'autre part, les conditions et les critères de fonctionnement ont été établis pour que ces partis soient acceptés comme sections de la III<sup>ème</sup> Internationale.

Il s'agit de la plus grande tentative de l'histoire de construire une organisation révolutionnaire internationale à influence de masses. Malheureusement, le temps a manqué et les révolutions avaient lieu plus rapidement que ne le permettait le temps nécessaire pour forger pleinement ces outils révolutionnaires nationaux. C'est une expérience dont nous devons tirer toutes les conclusions et enseignements.

Par la suite, la III<sup>ème</sup> Internationale a aussi été victime de la bureaucratisation staliniste, au point de devenir pas beaucoup plus qu'une agence de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique. Finalement, elle a été dissoute en 1943, par ordre explicite du politicien impérialiste britannique Winston Churchill à Staline.

### **La nécessité de reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale**

A partir de 1933, face à la politique staliniste désastreuse en Allemagne, qui a aidé au triomphe du nazisme, Trotsky a considéré que « la III<sup>ème</sup> Internationale était morte comme organisation révolutionnaire » et il a appelé à la construction d'une nouvelle organisation. C'est devenu une réalité en 1938, avec la fondation de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

La IV<sup>ème</sup> Internationale a été construite comme une continuité de la III<sup>ème</sup>, en défense du programme marxiste-léniniste, de la tradition d'Octobre et de la conception de partis révolutionnaires, face à la destruction faite par le stalinisme. Elle a aussi incorporé dans son programme la nécessité d'une révolution politique en URSS pour renverser la bureaucratie et pour que la classe ouvrière reprenne directement le pouvoir.

Toutefois, contrairement à la III<sup>ème</sup> Internationale, la IV<sup>ème</sup> n'est pas née comme une organisation à influence de masse. Les conditions difficiles du moment l'ont limitée à regrouper quel-

(Suite page 24)

(Suite de la page 23)

ques milliers de militants partout dans le monde pour cette tâche initialement de défense. En même temps, il s'agissait aussi d'éduquer les cadres qui se postuleraient pour diriger la prochaine vague révolutionnaire, inévitable après la nouvelle guerre mondiale qui s'approchait.

La IV<sup>ème</sup> Internationale n'a pas pu accomplir ce deuxième objectif. La majorité de la direction qui est restée après l'assassinat de Trotsky a commencé à abandonner les enseignements de Lénine et de Trotsky et à capituler devant le stalinisme, qui retrouvait une nouvelle vie après la défaite du nazisme et le surgissement de nouveaux Etats ouvriers dans le monde. Les réponses erronées que la IV<sup>ème</sup> Internationale a apportées à ces processus politiques révolutionnaires ont mené à sa crise et à sa division en plusieurs courants en 1953. Depuis lors, la tâche essentielle de sa reconstruction, comme un embryon du parti révolutionnaire mondial, a été à l'ordre du jour.

Au cours de ces décennies, le trotskysme s'est beaucoup développé à travers ses différents courants. Actuellement, des dizaines de milliers de militants, partout dans le monde, se revendiquant du trotskysme ou y ayant leur origine, interviennent dans les processus de leurs pays. En même temps, des propositions du trotskysme, comme la réalisation d'une rencontre syndicale latino-américaine, formulée par Trotsky en 1938 au Mexique, commencent à être prises en compte et à être concrétisées par des organisations du continent, comme la COB de Bolivie, Conlutas du Brésil, Batay Ouvriye de Haïti et la Tendence

Classiste et Combative de l'Uruguay.

Il faut mentionner ici l'impact que la chute de l'appareil staliniste de l'URSS a eu sur la gauche, et sur les forces trotskystes en particulier. Pour la LIT-QI, ce fait, bien qu'il ait provoqué une grande confusion dans la conscience de millions travailleurs et de militants, a libéré d'immenses forces pour les processus de la révolution mondiale. Ceci, parce que le principal obstacle de « ce côté », auquel les travailleurs se sont heurtés dans le combat pour le triomphe de leurs luttes révolutionnaires pendant une grande partie du 20<sup>ème</sup> siècle a été détruit. C'est pourquoi, nous considérons que les conditions pour reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale, et avancer vers une direction révolutionnaire internationale à influence de masse, sont aujourd'hui bien meilleures qu'avant la chute de l'appareil staliniste central.

Au contraire, une partie importante des courants trotskystes ont tiré la conclusion opposée, que la possibilité de la révolution s'éloignait. Ils ont ainsi graduellement abandonné, dans ce que nous avons appelé un « déluge opportuniste », la tâche de reconstruire la IV<sup>ème</sup> Internationale et la défense de son programme révolutionnaire, que ce soit de manière explicite ou à travers le contenu réel de leurs politiques.

Pour la LIT-QI, les luttes révolutionnaires qui parcourent aujourd'hui le monde mettent à nouveau à l'ordre du jour la perspective et la nécessité de la révolution socialiste. Les processus que nous vivons en Amérique latine (Equateur, Argentine, Bolivie et Venezuela) et le borbier dans lequel

s'enfonce l'impérialisme au Moyen-Orient (confronté aux résistances de plus en plus fortes des peuples irakien, afghan, libanais, etc.) sont des exemples du fait que la lutte de classes dans le monde, loin d'avoir pris fin (comme rêvassait Francis Fukuyama il y a quelques années), est de plus en plus présente.

Mais ces luttes héroïques, sans la perspective de la révolution socialiste nationale et mondiale, sont condamnées à l'échec ou à des triomphes éphémères qui reculeront ensuite. C'est pourquoi, les enseignements d'Octobre conservent toute leur actualité, en particulier le fait que la révolution socialiste mondiale ait besoin d'une organisation révolutionnaire internationale et de partis révolutionnaires nationaux pour la diriger.

En commémorant le 90<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, nous voulons réaffirmer aux travailleurs et aux peuples du monde que la plus indispensable de toutes les tâches est la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale et de ses sections, les partis révolutionnaires nationaux.

Sur la base de cette proposition centrale, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième International (LIT-QI) s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et appelle tous les révolutionnaires du monde à s'y joindre. Nous croyons que ce sera le meilleur hommage que nous pouvons faire en ce 90<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution Russe.

São Paulo, le 7 novembre 2007

*Secrétariat International de  
la LIT-QI*

**Vive la Révolution Russe !**

**Vive la lutte des travailleurs et  
des peuples du monde !**

**Vive la révolution socialiste mondiale !**

**Pour la reconstruction de la IV<sup>ème</sup> Internationale !**